

CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK
GEMEENTERAAD VAN SCHAARBEEK

SEANCE DU 2 FÉVRIER 2011
VERGADERING VAN 2 FEBRUARI 2011

PRESENTS-AANWEZIG : Mme-mevr. Jodogne, Bourgmestre ff-Burgemeester wnd; Mme-mevr. Essaidi, MM.-hh. Noël, Verzin, Guillaume, Denys, Köse, Nimal, De Herde, Mmes-mevr. Smeysters, Hemamou, Echevins-Schepenen; MM.-hh. Charels, Clerfayt, Van Gorp, Grimberghs, Mmes-mevr. Bouarfa, Nyssens, MM.-hh. Özkara, Lahlali, Ramdani, Öztürk, Courtheoux, Mmes-mevr. Onkelinx, Durant, MM.-hh. Kökten, Köksal, Dönmez, Mme-mevr. Aliç, M.-h. Bouhjar, Mmes-mevr. Chan, Güles, MM.-hh. de Beaufort, Ayad, van de Werve de Schilde, Mme-mevr. Guisse, MM.-hh. Reghif, El Arnouki, Mmes-mevr. Vriamont, Lejeune de Schiervel, MM.-hh. Kaddour, Vanhalewyn, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden; M.-h. Bouvier, Secrétaire communal-Gemeentesecretaris

EXCUSES-VERONTSCHULDIGD : Mmes-mevr. Held et/en Ozdemir, Conseillères communales-Gemeenteraadsleden.

ABSENTS-AFWEZIG : Mmes-mevr. Vanhauwaert, Nalbant, MM.-hh. Echouel et/en El Khattabi, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

EN DÉBUT DE SÉANCE -- IN HET BEGIN VAN DE VERGADERING : MM.-hh. van de Werve de Schilde et/en Reghif, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

Madame Decoux assiste à la réunion --- **Mevrouw Decoux** neemt deel aan de vergadering.

Mme Jodogne, Bourgmestre ff, préside l'assemblée qu'elle ouvre en séance publique à **18 heures 49 minutes**.- De openbare vergadering wordt geopend om **18.49 uur** onder voorzitterschap van **mevr. Jodogne**, Burgemeester wnd.

Il est satisfait au prescrit de l'article 89 de la nouvelle loi communale et le procès-verbal de la séance du **22 décembre 2010** est tenu sur le bureau à la disposition des membres du Conseil.

Er wordt voldaan aan de voorschriften van artikel 89 van de nieuwe gemeentewet en de notulen van de vergadering van **22 december 2010** zijn ter beschikking van de raadsleden ter tafel neergelegd.

Madame Hemamou est désignée par le sort pour voter la première lors du vote par appel nominal.

Mevrouw Hemamou is door het lot aangewezen om als eerste te stemmen bij hoofdelijke stemming.

La traduction simultanée des débats est assurée par **M. Van Wassenhoven**.

De vertaling staande vergadering wordt door **de heer Van Wassenhoven** verzekerd.

SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE VERGADERING

SERVICES DU RECEVEUR COMMUNAL -- DIENSTEN VAN DE GEMEENTEONTVANGER

Taxes -- Belastingen

SP 2.- Règlement taxe sur les surfaces commerciales - Exercices 2011 à 2015 - Instauration -- Belastingreglement op de commerciële oppervlakten - Dienstjaren 2011 tot 2015 - Invoering

M. Guillaume expose

MM. El Arnouki, Dönmez, Bouhjar, Mme Durant et M. Courtheoux interviennent.

M. Noël répond

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 25 voix contre 16 -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 25 stemmen tegen 16

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales et provinciales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du CIR 92 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE : par 25 voix contre 16

TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES

Exercices 2011 à 2015 - Instauration

Article 1

Il sera perçu au profit de la commune de Schaerbeek, pour les exercices 2011 à 2015, une taxe communale annuelle sur les surfaces commerciales.

Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par « surface commerciale » l'ensemble des locaux accessibles au public dans lesquels sont vendus des biens meubles contre rétribution y compris, les surfaces utilisées directement ou indirectement pour l'exercice de l'activité tels que les locaux de rangement et/ou de stockage, à l'exclusion toutefois des surfaces qui tombent sous l'application du règlement taxe sur les surfaces de bureaux.

Article 2

L'impôt a pour base la surface brute de plancher hors sol utilisable aux fins définies à l'article 1.

Par « surface brute de plancher hors sol », on entend la totalité des planchers mis à couvert à l'exclusion des locaux situés sous le niveau du sol qui sont affectés au parcage, aux caves, aux équipements techniques et aux dépôts. Les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des murs de façade, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escalier et ascenseurs.

Article 3

La taxe est due par l'exploitant des surfaces commerciales. A défaut de paiement par l'exploitant, la taxe sera récupérée auprès du propriétaire du fonds de commerce.

Article 4

En cas de cessation ou de début d'occupation de surfaces commerciales en cours d'exercice, la taxe est établie sur base du nombre effectif de mois d'occupation. Pour l'application des présentes dispositions, tout mois entamé compte en entier.

Article 5

Le taux est fixé, au 1^{er} janvier 2011, par surface commerciale à :

- 5,00€/m² pour les premiers 1.000 m² (TAUX 1)

- 6,00€/m² de 1.0001 à 2.000 m² (TAUX 2)

- 7,00€/m² au delà de 2.000 m² (TAUX 3)

Ces taux sont indexés de 2,5 % le 1er janvier de chaque année suivante conformément au tableau ci-dessous :

	EXERCICE 2012	EXERCICE 2013	EXERCICE 2014	EXERCICE 2015
<u>TAUX 1</u>	€ 5,13	€ 5,25	€ 5,38	€ 5,52
<u>TAUX 2</u>	€ 6,15	€ 6,30	€ 6,46	€ 6,62
<u>TAUX 3</u>	€ 7,18	€ 7,35	€ 7,54	€ 7,73

Article 6

Sont exonérés de la taxe :

- les premiers 500 m² ;

- les surfaces occupées par les établissements de culte reconnus officiellement ainsi que les maisons de laïcité, les établissements d'enseignement et de soins (cliniques, polycliniques, hôpitaux, ...) organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics, les œuvres de bienfaisance, les organismes s'occupant – sans but de lucre - d'aide sociale ou encore d'activités culturelles et sportives pour autant qu'ils soient organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics.

Ces exonérations sont accordées d'office pour autant qu'elles soient justifiées.

Article 7

Pour un exercice d'imposition donné, l'administration communale adresse une formule de déclaration au contribuable que celui-ci est tenu de lui retourner, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année qui donne son nom à cet exercice. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration a l'obligation d'en réclamer une au plus tard le 30 novembre et de la renvoyer dans des modalités identiques à celles citées ci-dessus. Cette déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration, la compléter dûment, la signer et la renvoyer à l'administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements des exercices ultérieurs successifs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

Article 8

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet. La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la taxe due.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours, à compter de la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai le contribuable n'a émis aucune observation qui justifierait l'annulation de cette procédure.

Article 9

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 10

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des Impôts sur les Revenus de 1992.

Article 11

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 12

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit devant le Collège des Bourgmestre et Echevins. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou par son représentant et mentionne les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de six mois à partir du troisième jour ouvrable qui suit l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 13

La présente délibération entre en vigueur le 1er janvier 2011.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van provinciale- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen; in het bijzonder artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken;

Gelet op de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot en met 10 van WIB 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,
BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 25 stemmen tegen 16

BELASTING OP DE COMMERCIELE OPPERVAKTEN
Dienstjaren 2011 tot 2015 – Invoering

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2011 tot 2015, ten voordele van de gemeente Schaarbeek, een jaarlijkse belasting ingevoerd op de commerciële oppervlakten. Voor de toepassing van dit reglement dient onder “commerciële oppervlakten” te worden verstaan, het geheel van lokalen toegankelijk voor het publiek waarin tegen betaling goederen worden verkocht, met inbegrip van de oppervlakten rechtstreeks of onrechtstreeks bestemd voor de uitoefening van de activiteit zoals bergingen en/of stockageruimten, met uitzondering van de oppervlakten die onder de toepassing vallen van de belasting op kantooroppervlakten.

Artikel 2

De belasting heeft als basis de bruto bovengrondse vloeroppervlakte welke gebruikt wordt voor de in artikel 1 bepaalde activiteit.

Onder “bruto bovengrondse vloeroppervlakte” wordt verstaan, het totaal van de bedekte vloeren met uitsluiting van de lokalen die zich onder de grond bevinden en bestemd zijn voor het parkeren, als kelders, voor de technische uitrustingen en als opslagplaatsen. De afmetingen van de vloeren zijn gemeten tussen de buitenkanten van de muurgevels; de vloeren worden verondersteld doorlopend te zijn, zonder rekening te houden met een onderbreking door wanden, binnenmuren, kokers, trappenhuisen en liften.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de commerciële oppervlakten. Bij gebrek aan betaling door de uitbater, zal de belasting worden gevorderd bij de eigenaar van het handelsfonds.

Artikel 4

In geval van stopzetting of aanvang van bezetting van de commerciële oppervlakten in de loop van het dienstjaar, wordt de belasting vastgesteld op basis van het effectieve aantal bezette maanden. Voor de toepassing van de bijgaande bepalingen, zal iedere begonnen maand als volledig worden gerekend.

Artikel 5

De aanslagvoeten worden op 1 januari 2011 vastgesteld, per commerciële oppervlakte op:

- 5,00€/m² voor de eerste 1.000 m² (VOET 1)

- 6,00€/m² van 1.001 tot 2.000 m² (VOET 2)

- 7,00€/m² boven de 2.500 m² (VOET 3)

Deze aanslagvoeten zullen ieder jaar op 1 januari worden geïndexeerd met 2,5% volgens onderstaande tabel:

	DIENSTJAAR 2012	DIENSTJAAR 2013	DIENSTJAAR 2014	DIENSTJAAR 2015
<u>VOET 1</u>	€ 5,13	€ 5,25	€ 5,38	€ 5,52
<u>VOET 2</u>	€ 6,15	€ 6,30	€ 6,46	€ 6,62
<u>VOET 3</u>	€ 7,18	€ 7,35	€ 7,54	€ 7,73

Artikel 6

Worden van deze belasting vrijgesteld:

- de eerste 500 m²;

- de oppervlakten gebruikt door instellingen van officieel erkende erediensten alsook de huizen van het lekenom, de georganiseerde of door de overheid betaalde onderwijs- en verzorgingsinstellingen (hospitals, klinieken, poliklinieken,...), de weldadigheidswerken, de organismen gebruik makend – zonder winstgevend doel – van sociale hulp of ook culturele en sportieve activiteiten in zoverre zij door de overheid zijn betaald.

Deze vrijstellingen worden ambtshalve toegestaan in zoverre de aanvraag vergezeld is van de gestaafde stukken.

Artikel 7

Voor een welbepaald aanslagjaar laat het Gemeentebestuur een aangifteformulier worden aan de belastingplichtige, dat door hem behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van dat jaar, moet worden teruggestuurd. De belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben zijn ertoe gehouden er één te vragen vóór 30 november en deze vervolgens terug te sturen op de identieke wijze als hierboven vernoemd. De aangifte blijft geldig voor de volgende dienstjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen, deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de inkohiering voor de komende jaren en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

Artikel 8

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de eventuele controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met hetzelfde bedrag van de verschuldigde belasting.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het College van Burgemeester en Schepenen per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure zou rechtvaardigen.

Artikel 9

De belastingkohieren worden vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar.

Artikel 10

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet. Bij gebrek van betaling binnen de vastgestelde termijn, zullen verwijlrenten worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgesteld in artikel 414 van het Wetboek op de Inkomstenbelastingen voor 1992.

Artikel 11

De belasting wordt door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 12

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk ingediend worden. Het bezwaar moet gedagtekend en ondertekend zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger, met vermelding van naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld, alsook het onderwerp van het bezwaar, het verslag van de feiten en de middelen.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van verval, binnen de termijn van zes maanden vanaf de derde werkdag volgend op de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 13

Dit raadsbesluit treedt in voege op 1 januari 2011.

* * *

MM. van de Werve de Schilde et Reghif entrent en séance -- De hh. van de Werve de Schilde en Reghif treden ter vergadering.

* * *

**SP 3.- Règlement redevance relatif aux cartes de stationnement -
Modification -- Retributiereglement betreffende de
gemeentelijke parkeerkaarten - Wijziging**

M. Guillaume expose

MM. Dönmez, Grimberghs, Bouhjar et Courtheoux interviennent.

Mme la Bourgmestre ff. répond

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 25 voix contre 16 -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 25 stemmen tegen 16

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 173 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur et les modifications qui en découlent suivant la loi du 7 février 2003 ;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage des voies publiques, notamment les articles 2.50 à 2.53 ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Revu sa délibération du 23 juin 2010 votant la modification du règlement redevance relatif aux cartes communales de stationnement ;

Considérant que la politique de stationnement a pour objectif de dynamiser les zones commerciales de la commune, de diminuer la pression automobile et d'assurer un meilleur accès au profit des habitants ;

Considérant qu'en vue d'augmenter les possibilités de stationnement, il est nécessaire notamment de faciliter le contrôle de la limitation de la durée de stationnement imposée aux endroits prescrits par les règlements de police ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE par appel nominal, par 25 voix contre 16

Règlement redevance relatif aux cartes communales de stationnement

LA CARTE COMMUNALE DE STATIONNEMENT

Article 1

La carte communale de stationnement n'est délivrée qu'aux catégories d'utilisateurs suivants :

- **LES FIRMES et INDEPENDANTS:** à savoir, la personne ou l'entreprise ayant son siège social ou d'exploitation à Schaerbeek, dans une des zones où le stationnement est réglementé. Par personne, il y a lieu d'entendre le titulaire d'une profession libérale ou l'indépendant. Par entreprise, il y a lieu d'entendre toute personne morale quel que soit son statut (les sociétés reprises à l'article 2, &2 et 13 du Code des Sociétés, les institutions publiques, privées, les établissements réservés aux cultes visés par la loi sur le temporel des cultes, les établissements d'enseignement, les hôpitaux, cliniques, polycliniques et dispensaires de soins, les œuvres de bienfaisance, les asbl)

Le maximum de cartes octroyées par FIRME est limité à 2 unités + 30% du personnel occupé à l'exception des hôtels où le nombre de cartes octroyées est limité à 30% du personnel occupé + 10% du nombre de chambres.

La carte communale de stationnement octroyée à cette catégorie d'usagers est valable dans la zone où est situé le siège d'exploitation du demandeur aux endroits dans lesquels s'applique la réglementation de la zone bleue, du stationnement payant ainsi que du stationnement avec carte communale de stationnement.

- **LES VISITEURS OCCASIONNELS** à savoir toute personne non schaarbeekoise en visite à Schaerbeek.

La demande doit être introduite à l'administration communale par une personne domiciliée à Schaerbeek. La carte communale de stationnement octroyée à cette catégorie d'usagers est valable sur tout le territoire schaarbeekoïse aux endroits où la réglementation sur le stationnement l'autorise. Les cartes de stationnement donnant droit au stationnement d'1 ou 2 jours/semaine sont limitées à 1/an par ménage schaarbeekoïse. Les cartes de stationnement donnant droit au stationnement d'une durée de 15 jours sont limitées à 3 périodes de 15 jours par an.

- **LES COMMERCANTS AMBULANTS** exerçant une activité sur le territoire de Schaerbeek.

La carte communale de stationnement octroyée à cette catégorie d'usagers est valable dans la zone où est exercée l'activité ambulante du demandeur aux endroits dans lesquels s'applique la réglementation de la zone bleue, du stationnement payant ainsi que du stationnement avec carte communale de stationnement.

LES CHANTIERS TEMPORAIRES situés sur le territoire de Schaerbeek

La carte communale de stationnement octroyée à cette catégorie d'usagers est valable dans la zone où est situé le chantier aux endroits dans lesquels s'applique la réglementation de la zone bleue, du stationnement payant ainsi que du stationnement avec carte communale de stationnement.

Article 2

La carte communale de stationnement est obtenue sur demande à l'administration communale. Le demandeur doit fournir la preuve qu'il appartient à l'une des catégories déterminées supra et que le(s) véhicule(s) pour le(s)quel(s) la carte est demandée est (sont) immatriculé(s) à son nom ou qu'il en est le conducteur principal. Pour toute demande, les firmes seront en outre tenues de compléter dûment le formulaire relatif à la gestion de la mobilité de leur personnel qui leur sera remis par la commune.

Article 3

La carte communale de stationnement est établie conformément au modèle figurant en annexe de l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007, est de format A6 et de couleur jaune.

Article 4

La carte communale de stationnement a une durée de validité d'un an. Si le titulaire de la carte souhaite la prolongation de sa validité pour le même terme, il en fait la demande, dans un délai de deux semaines avant son échéance, dans les mêmes formes que lors de sa demande initiale, en faisant état le cas échéant des modifications intervenues entre-temps.

La carte communale de stationnement doit être renvoyée ou remise à l'administration communale dans les hypothèses et selon les modalités prévues par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007.

Article 5

Il sera réclamé pour la délivrance de la carte donnant droit au stationnement du véhicule aux endroits où la réglementation sur le stationnement l'autorise :

-Pour LES FIRMES et INDEPENDANTS :

Une redevance annuelle de € 175 pour la première carte.

Une redevance annuelle de € 350 par carte supplémentaire.

-Pour les VISITEURS OCCASIONNELS

Une redevance annuelle de € 50 donnant droit au stationnement d'1 jour/semaine

Une redevance annuelle de € 100 donnant droit au stationnement de 2 jours/semaine

Une redevance de € 50 donnant droit au stationnement d'une durée de 15 jours

-Pour les COMMERCANTS AMBULANTS

Une redevance annuelle de € 50 donnant droit au stationnement d'1 jour/semaine

Une redevance annuelle de € 100 donnant droit au stationnement de 2 jours/semaine

Une redevance annuelle de € 300 donnant droit au stationnement de 7 jours/semaine

-Pour les CHANTIERS TEMPORAIRES :

Une redevance de € 50 donnant droit au stationnement d'une durée de 15 jours.

Article 6

En tout état de cause, il ne sera octroyé par quota autorisé annuellement, qu'une seule carte pour un véhicule de plus de 3,5 T. Son obtention est subordonnée à l'avis positif du Collège et au paiement d'une redevance de € 500.

Article 7

Le montant sera doublé pour l'établissement d'un duplicata.

LA CARTE COMMUNALE DE STATIONNEMENT DITE « CARTE DE RIVERAIN »

Article 8

La carte de riverain n'est délivrée qu'aux seules personnes physiques qui ont leur domicile ou leur résidence principale à Schaerbeek. Le nombre de cartes octroyées ne peut excéder le nombre de personnes reprises dans le ménage du demandeur pour autant que ces dernières soient titulaires d'un permis de conduire valable. Par dérogation à la condition de l'exigence qui précède, une carte de riverain est attribuée par ménage possédant un véhicule. Par ménage, il y a lieu d'entendre soit une personne vivant seule, soit la réunion de plusieurs personnes ayant une vie commune.

Elle est valable sur l'ensemble du territoire de la commune de Schaerbeek, aux endroits où s'applique la réglementation de la zone bleue, du stationnement payant ainsi que du stationnement avec carte communale de stationnement.

Article 9

La carte de riverain est obtenue sur demande à l'administration communale. Le demandeur doit fournir la preuve qu'il a son domicile ou sa résidence principale à Schaerbeek et que le véhicule pour lequel la carte est demandée est immatriculé à son nom ou qu'il en est le conducteur principal.

Article 10

La carte de riverain mentionne la plaque d'immatriculation du véhicule couvert par la carte. Elle est établie conformément au modèle figurant en annexe de l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007, est de format A6 et de couleur jaune.

Article 11

La carte de riverain a une durée de validité de deux ans. Si le titulaire de la carte souhaite la prolongation de sa validité, il en fait la demande, dans un délai de deux semaines avant son échéance, dans les mêmes formes que lors de sa demande initiale, en faisant état le cas échéant des modifications intervenues entre-temps.

La carte de riverain doit être renvoyée ou remise à l'administration communale dans les hypothèses et selon les modalités prévues par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007.

Article 12

Tout ménage dispose gratuitement d'une carte donnant droit au stationnement aux endroits où la réglementation sur le stationnement l'autorise.

Il sera réclamé toutefois :

Une redevance annuelle de € 45 pour la seconde carte délivrée au même ménage ;

Une redevance annuelle de € 150 par carte supplémentaire délivrée au même ménage.

Par dérogation à l'article 11, 1^{er} alinéa, la durée de validité de la carte de riverain payante est ramenée à 1 an.

Article 13

La carte de riverain peut être attribuée à un véhicule de plus de 3,5T pour tout riverain dont l'activité professionnelle uniquement justifie l'utilité de ce type de véhicule. Son obtention est subordonnée à l'avis positif du Collège et au paiement d'une redevance de € 300.

Article 14

Pour toutes ces cartes un montant similaire au montant initial sera perçu pour l'établissement d'un duplicata.

DISPOSITIONS COMMUNES

Article 15

Pour les véhicules de moins de 3,5T de types suivants (catégories DIV) :

- Remorque (tout type)
- Ambulance
- Caravane/autocaravane
- Dépanneuse
- Véhicule grue
- Matériel agricole
- Motoculteur
- Matériel industriel
- Tracteurs

il ne sera pas octroyé de carte de stationnement.

Article 16

La présente délibération sort ses effets le 5^{ième} jour qui suit le jour de sa publication. Elle annule et remplace la délibération du 23 juin 2010 visée en préambule.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 173 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 22 februari 1965 betreffende de toelating aan de gemeenten, parkeerretributies vast te stellen toepasselijk op motorvoertuigen en de daaropvolgende wijzigingen volgens de wet van 7 februari 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 betreffende de algemene reglementering op de politie van het wegverkeer en de daaropvolgende wijzigingen, in het bijzonder de artikels 2.50 tot 2.53;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Herziende zijn raadsbesluit van 23 juni 2010 stemmend de wijziging van het retributiereglement betreffende de gemeentelijke parkeerkaarten;

Overwegende het feit dat het parkeerbeleid is gericht om de commerciële gebieden van de stad te dynamiseren, de autodruk te verminderen en een betere toegang te verzekeren ten behoeve van de bewoners;

Overwegende dat, om de beschikbaarheid van parkeerplaatsen te verhogen, het vooral noodzakelijk is om de controle op het parkeren van beperkte duur te vergemakkelijken opgelegd in gebieden voorgeschreven door de politiereglementen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 25 stemmen tegen 16

Retributiereglement betreffende de gemeentelijke parkeerkaarten

DE GEMEENTELIJKE PARKEERKAART

Artikel 1

De gemeentelijke parkeerkaart wordt enkel afgeleverd aan de volgende categorie van gebruikers:

- **DE FIRMA'S en ZELFSTANDIGEN:** te verstaan, de persoon of onderneming hebbende zijn maatschappelijke of exploitatiezetel te Schaarbeek, in één van de zones waar het parkeren is gereglementeerd. Onder persoon dient men te verstaan de titularis van een vrij of zelfstandig beroep. Onder onderneming verstaat men ieder rechtspersoon met om het even welk statuut (de ondernemingen uit artikel 2 en 13 van het Wetboek der vennootschappen, de openbare en private instellingen, de inrichtingen voorbehouden aan erediensten bedoeld in de wet op de temporalien van de erediensten, de onderwijsinstellingen, de ziekenhuizen, poliklinieken en hulpverleners, de liefdadigheidsinstellingen en de VZW's).

Het maximum aantal toegestane kaarten per FIRMA is gelimiteerd tot 2 eenheden + 30% van het tewerkgestelde personeel, met uitzondering voor de hotels waar het aantal toegestane kaarten gelimiteerd wordt op 30% tewerkgesteld personeel + 10% van het aantal kamers.

De toegestane gemeentelijke parkeerkaart aan deze categorie van gebruikers is geldig in de zone waar de exploitatiezetel van de aanvrager zich bevindt indien de reglementering van de blauwe zone, het betaald parkeren alsook het parkeren met de gemeentelijke parkeerkaart er van toepassing is.

- **OCCASIONELE BEZOEKERS** wat wil zeggen de niet schaarbekaar die een bezoek brengt te Schaarbeek.

De aanvraag moet worden ingediend bij het gemeentebestuur door een in Schaarbeek gedomicilieerd persoon. De gemeentelijke parkeerkaart toegekend aan deze categorie van gebruikers is geldig op hele grondgebied van Schaarbeek waar de parkeerplaatsen zijn onderworpen aan de reglementering inzake parkeren. De parkeerkaarten die recht geven op het parkeren gedurende 1 of 2 dagen/week zijn beperkt tot 1/jaar, per gezin. De parkeerkaarten die recht geven op het parkeren gedurende 15 dagen zijn beperkt tot 3 perioden van 15 dagen per jaar.

- **DE LEURDERS** welke een activiteit uitoefenen op het grondgebied van Schaarbeek.

De toegestane gemeentelijke parkeerkaart aan deze categorie van gebruikers is geldig op de plaatsen waar de leurderactiviteit van de aanvrager plaats heeft indien de reglementering van de blauwe zone, het betaald parkeren alsook het parkeren met de gemeentelijke parkeerkaart er van toepassing is.

- **DE TIJDELIJKE WERVEN** bevindend op het grondgebied van Schaarbeek.

De toegestane gemeentelijke parkeerkaart aan deze categorie van gebruikers is geldig op de plaatsen waar de werf zich bevindt indien de reglementering van de blauwe zone, het betaald parkeren alsook het parkeren met de gemeentelijke parkeerkaart er van toepassing is.

Artikel 2

De gemeentelijke parkeerkaart is te verkrijgen op aanvraag bij het gemeentebestuur. De aanvrager moet het bewijs leveren dat hij behoort tot één van de hierboven bepaalde categorie en dat het/de voertuig(en) voor dewelke de kaart(en) zijn aangevraagd ook is/zijn ingeschreven op zijn naam of waarvan hij de hoofdbestuurder is. Voor elke aanvraag zullen de firma's er worden toe aangezet een formulier in te vullen, voorgelegd door de gemeente, betreffende het mobiliteitsplan van hun personeel.

Artikel 3

De gemeentelijke parkeerkaart wordt opgemaakt volgens het model zich bevindend in de bijlage van het ministerieel besluit van 9 januari 2007, op formaat A6 en in de gele kleur.

Artikel 4

De gemeentelijke parkeerkaart heeft een geldigheidsduur van één jaar. Wanneer de titularis van de kaart de verlenging voor dezelfde duurtijd wenst, moet hij de aanvraag hiervan doen, twee weken voor de vervaldag, volgens dezelfde vorm als de initiële aanvraag, rekeninghoudend met de wijzigingen die ondertussen hebben plaatsgehad.

De gemeentelijke parkeerkaart moet worden teruggestuurd of overhandigd worden in de hypothesen en volgens de modaliteiten voorzien in artikel 5 van het ministerieel besluit van 9 januari 2007.

Artikel 5

Er zal gevraagd worden bij de aflevering van een kaart welke recht geeft tot het parkeren van een voertuig op plaatsen waar de reglementering op het parkeren dit toelaat:

-Voor de FIRMA'S en ZELFSTANDIGEN:

Een jaarlijkse retributie van € 175 voor de eerste kaart.

Een jaarlijkse retributie van € 350 per supplementaire kaart.

-Voor de OCCASIONELE BEZOEKERS:

Een jaarlijkse retributie van € 50 welke recht geeft op 1 dag/week te parkeren;

Een jaarlijkse retributie van € 100 welke recht geeft op 2 dagen/week te parkeren;

Een retributie van € 50 welke recht geeft te parkeren gedurende 15 dagen.

-Voor de LEURDERS:

Een jaarlijkse retributie van € 50 welke recht geeft op 1 dag/week te parkeren;

Een jaarlijkse retributie van € 100 welke recht geeft op 2 dagen/week te parkeren;

Een jaarlijkse retributie van € 300 welke recht geeft op 7 dagen/week te parkeren;

-Voor de TIJDELIJKE WERVEN:

Een retributie van € 50 welke recht geeft te parkeren gedurende 15 dagen.

Artikel 6

In ieder geval zal er slechts één enkele gemeentelijke parkeerkaart per jaarlijkse toegelaten quota worden afgeleverd aan voertuigen zwaarder dan 3,5T. De verkrijging van deze kaart is onderhevig aan een positief advies van het College en aan de betaling van een retributie van € 500.

Artikel 7

Het bedrag zal verdubbeld worden bij het opstellen van een duplicaat.

DE GEMEENTELIJKE PARKEERKAART GENOEMD “BEWONERSKAART”

Artikel 8

De bewonerskaart wordt enkel afgeleverd aan natuurlijke personen die gedomicilieerd zijn of hun hoofdverblijfplaats hebben te Schaarbeek. Het aantal toegestane kaarten mag niet meer zijn dan het aantal, dat deel uitmaken van het gezin in zoverre zij titularis zijn van een geldig rijbewijs. In afwijking van de voorafgaande vereiste voorwaarde, een bewonerskaart wordt toegestaan per gezin bezittend een voertuig. Onder gezin verstaat men hetzij een alleenwonende persoon hetzij verscheidene mensen die samen onder hetzelfde dak leven.

Zij is geldig op het hele grondgebied van de gemeente Schaarbeek, op de plaatsen waar de reglementering van toepassing is wat betreft de blauwe zone, het betaald parkeren alsook het parkeren aan de hand van een gemeentelijke parkeerkaart.

Artikel 9

De bewonerskaart wordt bekomen door aanvraag bij het gemeentebestuur. De aanvrager moet het bewijs leveren gedomicilieerd te zijn of zijn hoofdverblijfplaats te bezitten in Schaarbeek en dat het voertuig waarvoor de kaart is gevraagd ingeschreven is op zijn naam of waarvan hij de hoofdbestuurder is.

Artikel 10

De bewonerskaart vermeldt de nummerplaat van het voertuig gedekt door deze kaart. Zij wordt opgemaakt volgens het model zich bevindend in de bijlage van het ministerieel besluit van 9 januari 2007, op formaat A6 en in de gele kleur.

Artikel 11

De bewonerskaart heeft een geldigheidsduur van twee jaar. Wanneer de titularis van de kaart de verlenging wenst, moet hij de aanvraag hiervan doen, twee weken voor de vervaldag, volgens dezelfde vorm als de initiële aanvraag, rekeninghoudend met de wijzigingen die ondertussen hebben plaatsgehad.

De bewonerskaart moet worden teruggestuurd of overhandigd worden in de hypothesen en volgens de modaliteiten voorzien in artikel 5 van het ministerieel besluit van 9 januari 2007.

Artikel 12

Ieder gezin beschikt over één gratis kaart welke recht geeft tot het parkeren op plaatsen waar de reglementering op het parkeren dit toelaat.

Er zal gevraagd worden:

Een jaarlijkse retributie van € 45 voor de tweede kaart afgeleverd binnen hetzelfde gezin;

Een jaarlijkse retributie van € 150 per supplementaire kaart afgeleverd binnen hetzelfde gezin;

In afwijking van artikel 11, 1^{ste} lid, de geldigheidsduur van de betalende bewonerskaart is teruggebracht op 1 jaar.

Artikel 13

De bewonerskaart kan worden toegekend voor een voertuig zwaarder dan 3,5T voor elke bewoner waarbij enkel zijn professionele activiteit het gebruik van dit type voertuig wettigt. De verkrijging van deze kaart is onderhevig aan een positief advies van het College en aan de betaling van een retributie van € 300.

Artikel 14

Een gelijkaardig bedrag van de desbetreffende kaart zal geïnd worden bij het opstellen van een duplicaat.

GEMEENSCHAPPELIJKE BESCHIKKINGEN

Artikel 15

Voor de voertuigen minder dan 3.5T van volgende types (categorieën DIV):

- Aanhangwagen (alle types)
- Ziekenwagen
- Caravan/motorhome
- Takelwagen
- Kraanwagen
- Landbouwmaterieel
- Motorploeg
- Industrieel materieel
- Tractors

zal geen parkeerkaart worden afgeleverd.

Artikel 16

Onderhavig reglement treedt in werking vanaf de 5^{de} dag volgend op de publicatie. Zij vernietigt en vervangt het raadsbesluit van 23 juni 2010 bedoeld in de inleiding.

SP 4.- Règlement redevance relatif sur le stationnement en zone bleue - Modification -- Retributiereglement betreffende het parkeren in de blauwe zone - Wijziging

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 25 voix contre 16 -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 25 stemmen tegen 16

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 173 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur, modifiée par la loi du 7 février 2003 ;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage des voies publiques et ses modifications subséquentes ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées et ses modifications subséquentes ;

Revu sa délibération du 3 février 2010 votant le règlement redevance relatif au stationnement en zone bleue ;

Vu les règlements complémentaires de circulation routière interdisant le stationnement en certains endroits, sauf usage régulier du disque de stationnement et pour la durée que cet usage autorise ;

Considérant que la politique de stationnement a pour objectif de dynamiser les zones commerciales de la commune, de diminuer la pression automobile et d'assurer un meilleur accès au profit des habitants ;

Considérant qu'en vue d'augmenter les possibilités de stationnement, il est nécessaire notamment de faciliter le contrôle de la limitation de la durée de stationnement imposée aux endroits prescrits par les règlements de police ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE par appel nominal, par 25 voix contre 16

Règlement redevance relatif au stationnement en zone bleue

Article 1

Il est établi une redevance pour le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique ou sur les lieux assimilés à la voie publique.

Est visé le stationnement d'un véhicule à moteur sur les lieux où ce stationnement est autorisé conformément aux règlements de police et dans lesquels l'usage régulier du disque de stationnement est imposé.

Par voie publique, il y a lieu d'entendre les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats qui appartiennent aux autorités communale ou régionale.

Par lieux assimilés à une voie publique, il y a lieu d'entendre les parkings situés sur la voie publique, tels qu'énoncés à l'article 4, & 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines.

Article 2

- A. La redevance est fixée à € 25 par demi-journée. Ce tarif permet de stationner, les jours ouvrables (où les jours précisés par la signalisation routière), soit en matinée jusqu'à 13h00 soit l'après-midi à partir de 13h00.
- B. Le stationnement est gratuit pour la durée autorisée par la signalisation routière et lorsque le conducteur a apposé sur la face interne du pare-brise avant du véhicule un disque de stationnement avec indication de l'heure à laquelle il est arrivé conformément à l'article 27.1.1 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 ;
- C. Le stationnement est gratuit pour les véhicules des personnes handicapées. La qualité de personne handicapée sera constatée par l'apposition, de manière visible et sur la face interne du pare-brise avant de son véhicule, de la carte délivrée conformément à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999.
- D. Le stationnement est gratuit pour le véhicule sur lequel est apposé, de manière visible sur la face interne du pare-brise avant, une carte communale de stationnement ou de riverain valable, délivrée conformément à l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007.
- E. Le stationnement est gratuit pour les véhicules prioritaires utilisés dans le cadre d'une mission d'urgence, pour les véhicules communaux, régionaux, communautaires et du Foyer schaerbeekois dans l'exercice de leur fonction publique mais également pour les véhicules de carsharing clairement identifiables.
- F. Les riverains d'une commune limitrophe à Schaerbeek, domiciliés dans une des rues limites aux deux territoires et possédant une carte communale de stationnement ou de riverain valable délivrée par leur administration, sont exonérés de la présente redevance pour autant que leur véhicule se trouve stationné dans une des rues formant la limite entre leur commune et Schaerbeek.

Article 3

La redevance visée à l'article 2, A, est due par le conducteur ou, à défaut d'identification de celui-ci, par le titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule dès le moment où le véhicule a dépassé la durée autorisée de stationnement ou lorsque le disque de stationnement indiquant l'heure d'arrivée n'a pas été apposé sur la face interne du pare-brise avant.

Article 4

Lorsqu'un véhicule est stationné sur un emplacement où s'applique la réglementation sur la zone bleue sans apposition du disque de stationnement ou lorsque la durée autorisée pour le stationnement a été dépassée, il sera apposé par le gardien de parking une invitation à acquitter, dans les 10 jours, la redevance visée à l'article 2, A,.

Article 5

A défaut de paiement de la redevance dans le délai prescrit, un rappel est envoyé par la commune ou son gestionnaire de parkings concédés.

Si un deuxième rappel s'avère nécessaire, des frais administratifs de €12,00 seront réclamés et portés à charge du débiteur de la redevance.

Ensuite et toujours en cas de non paiement, le dossier sera transmis à l'huissier de justice pour recouvrement.

L'huissier de justice poursuit la procédure selon les règles du droit commun en organisant une phase de recouvrement amiable approfondie ayant pour but d'éviter le recouvrement par la voie judiciaire.

En cas de non-paiement après les démarches amiables entreprises par l'huissier de justice, ce dernier poursuivra le recouvrement par la voie judiciaire.

Les frais, droits et débours occasionnés dans toutes les phases du recouvrement des montants dus seront à charge du débiteur de cette redevance et s'ajouteront aux tarifs initialement dus (montant de la redevance et frais administratifs) par le débiteur. Ces frais, droits et débours seront calculés conformément à l'arrêté royal du 30 novembre 1976 fixant le tarif des actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale ainsi que celui de certaines allocations

Article 6

Le stationnement d'un véhicule à moteur en zone bleue se fait au risque de l'utilisateur ou de celui au nom duquel le véhicule est immatriculé. Le paiement de la redevance donne droit au stationnement mais non à une quelconque surveillance. L'administration communale ne peut être rendue responsable des faits de dégradation ou de perte du véhicule.

Article 7

La présente délibération sort ses effets le 5^{ème} jour qui suit le jour de sa publication. Elle annule et remplace la délibération du 3 février 2010 visée en préambule.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 173 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 22 februari 1965 betreffende de toelating aan de gemeenten, parkeerretributies vast te stellen toepasselijk op motorvoertuigen en de daaropvolgende wijzigingen volgens de wet van 7 februari 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 betreffende de algemene reglementering op de politie van het wegverkeer en de daaropvolgende wijzigingen;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor personen met een handicap en de daaropvolgende wijzigingen;

Herziende zijn raadsbesluit van 3 februari 2010 stemmend het retributiereglement betreffende het parkeren in blauwe zone;

Gelet op het feit dat bijkomende verkeersreglementen het parkeren verbiedt op sommige plaatsen, met uitzondering van het regelmatig gebruik van de parkeerschijf en de duur welke deze toelaat;

Overwegende het feit dat het parkeerbeleid is gericht om de commerciële gebieden van de stad te dynamiseren, de autodruk te verminderen en een betere toegang te verzekeren ten behoeve van de bewoners;

Overwegende dat, om de beschikbaarheid van parkeerplaatsen te verhogen, het vooral noodzakelijk is om de controle op het parkeren van beperkte duur te vergemakkelijken opgelegd in gebieden voorgeschreven door de politiereglementen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 25 stemmen tegen 16

Retributiereglement betreffende het parkeren in blauwe zone

Artikel 1

Er wordt een retributie gegeven voor het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg of op de plaatsen gelijkgesteld aan de openbare weg.

Dit reglement beoogt het parkeren van een motorvoertuig op plaatsen waar dat parkeren toegelaten conform aan de politiereglementen en waar het regelmatig gebruik van de parkeerschijf van toepassing is.

Onder openbare weg verstaat men de wegen en hun trottoirs of nabijgelegen bermen die eigendom zijn van de gemeentelijke of gewestelijke overheden.

Onder met een openbare weg gelijkgestelde plaatsen verstaat men de parkeerplaatsen gelegen op de openbare weg, zoals vermeld in artikel 4, § 1, 2e lid, van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten.

Artikel 2

- A. De retributie is vastgesteld op € 25 per halve dag. Dit tarief laat parkeren toe, elke werkdag (waar de dagen nauwkeurig zijn weergegeven volgens de verkeerssignalisatie), hetzij de voormiddag tot en met 13u00 hetzij de namiddag vanaf 13u00.
- B. Het parkeren is gratis voor de toegelaten parkeerduur door de verkeerssignalisatie en waarbij de gebruiker, achter de voorruit van het voertuig, de parkeerschijf zichtbaar heeft aangebracht met de aanduiding van het uur van aankomst, overeenkomstig artikel 27.1.1 van het Koninklijk Besluit van 1 december 1975.
- C. Het parkeren is gratis voor de voertuigen gebruikt door personen met een handicap. Het statuut van "persoon met een handicap" wordt beoordeeld op het ogenblik van het parkeren door het aanbrengen op een zichtbare plaats achter de voorruit van het voertuig van de kaart uitgereikt overeenkomstig het ministerieel besluit van 7 mei 1999.
- D. Het parkeren is gratis voor de voertuigen welke zichtbaar achter de voorruit van het voertuig, een gemeentelijke parkeerkaart of geldige bewonerskaart aanbrengen, uitgereikt overeenkomstig het ministerieel besluit van 9 januari 2007.
- E. Het parkeren is gratis voor de prioritaire voertuigen gebruikt in het raam van een urgentieopdracht, de gemeentelijke-, gewestelijke-, gemeenschapsvoertuigen en de voertuigen van de Schaarbeekse Haard, bij de uitvoering van hun openbare functie alsook de carsharingsvoertuigen welke duidelijk te identificeren zijn.
- F. De bewoners van een aangrenzende gemeente met Schaarbeek, gedomicilieerd in één van de grensstraten van de twee grondgebieden en bezittend van een geldige gemeentelijke parkeer- of bewonerskaart afgeleverd door hun gemeentebestuur, zijn evenzeer vrijgesteld van deze huidige retributie in zoverre hun geparkeerd voertuig zich bevindt in één van de straten welke de grens vormt met hun gemeente en Schaarbeek.

Artikel 3

De retributie bedoeld in artikel 2, A, is verschuldigd door de gebruiker van het voertuig of indien de gebruiker niet gekend is, door de titularis van de nummerplaat van het voertuig van zodra het voertuig de toegelaten tijd is overschreden of waarbij de parkeerschijf met de aanduiding van het uur van aankomst niet is aangebracht achter de voorruit.

Artikel 4

Wanneer een voertuig gestationeerd is op een parkeerplaats waar de reglementering van de blauwe zone van toepassing is en zonder het aanbrengen van de parkeerschijf of waar de toegelaten tijd is overschreden, zal door de parkeerwachter een uitnodiging tot betaling, binnen de 10 dagen, van de beoogde retributie in artikel 2, A, worden aangebracht op de voorruit van het voertuig.

Artikel 5

Bij gebrek aan betaling van de retributie binnen de voorgeschreven termijn, zal een herinnering worden verstuurd door de gemeente of zijn toegewezen parkingbeheerder.

Wanneer een tweede herinnering noodzakelijk blijkt, zullen de administratieve kosten van €12,00 worden geëist en worden gedragen door de debiteur van de retributie.

Vervolgens en steeds in geval van niet-betaling, zal het dossier worden overgemaakt ter invordering aan de gerechtsdeurwaarder.

De gerechtsdeurwaarder vervolgt de procedure volgens de gemeenschappelijke rechtsregels door het toepassen van een verregaande fase van minnelijke invordering met als doel een invordering via gerechtelijke weg te vermijden.

In geval van niet-betaling na de minnelijke stappen ondernomen door de gerechtsdeurwaarder, zal deze laatste de invordering vervolgen via gerechtelijke weg.

Alle kosten, rechten en gemaakte uitgaven tijdens al deze fases bij de invordering van de geëiste bedragen zullen ten laste zijn van de debiteur van deze retributie en zullen bij de initiële geëiste tarieven worden bijgevoegd (bedrag van de retributie

en administrative kosten). Deze kosten, rechten en gemaakte uitgaven zullen worden berekend in overeenstemming met het koninklijk besluit van 30 november 1976 tot vaststelling van het tarief voor akten van gerechtsdeurwaarders in burgerlijke en handelszaken en van het tarief van sommige toelagen.

Artikel 6

Het parkeren van een motorvoertuig in de blauwe zone gebeurt op risico van de gebruiker of van diegene onder wiens naam het voertuig is ingeschreven. Het betalen van de retributie geeft enkel recht op parkeren en niet op één of ander toezicht. Het gemeentebestuur kan onder geen enkel beding aansprakelijk gesteld worden voor schade aangebracht aan het voertuig of diefstal ervan.

Artikel 7

Onderhavig reglement treedt in werking vanaf de 5^{de} dag volgend op de publicatie. Zij vernietigt en vervangt het raadsbesluit van 3 februari 2010 bedoeld in de inleiding.

SP 5.- Règlement redevance relatif sur le stationnement payant - Modification -- Retributiereglement betreffende betaald parkeren - Wijziging

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 25 voix contre 16 -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 25 stemmen tegen 16

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 173 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur, modifiée par la loi du 7 février 2003 ;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage des voies publiques et ses modifications subséquentes

Vu l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées et ses modifications subséquentes ;

Revu sa délibération 3 février 2010 votant le règlement redevance relatif au stationnement payant ;

Vu les règlements complémentaires de circulation routière interdisant le stationnement en certains endroits, sauf usage régulier d'un « horodateur » ou de tout autre système de stationnement payant et pour la durée que cet usage autorise ;

Considérant que la politique de stationnement a pour objectif de dynamiser les zones commerciales de la commune, de diminuer la pression automobile et d'assurer un meilleur accès au profit des habitants ;

Considérant qu'en vue d'augmenter les possibilités de stationnement, il est nécessaire notamment de faciliter le contrôle de la limitation de la durée de stationnement imposée aux endroits prescrits par les règlements de police ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE par appel nominal, par 25 voix contre 16

Règlement redevance relatif au stationnement payant

Article 1

Il est établi une redevance pour le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique ou sur les lieux assimilés à la voie publique.

Est visé le stationnement d'un véhicule à moteur sur les lieux où ce stationnement est autorisé et dans lesquels l'usage régulier des appareils « horodateurs » ou tout autre système de stationnement payant est imposé.

Par voie publique, il y a lieu d'entendre les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats qui appartiennent aux autorités communale ou régionale.

Par lieux assimilés à une voie publique, il y a lieu d'entendre les parkings situés sur la voie publique, tels qu'énoncés à l'article 4, & 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines.

Article 2

A. La redevance est fixée comme suit :

Pour le stationnement par les usagers d'un véhicule à moteur :

1. € 1,50 pour la première heure (fractionnable)
2. € 2,50 pour la deuxième heure (fractionnable)
3. € 0,10 pour les usagers désireux de stationner pour une très courte durée de maximum ¼ heure.

Cette tarification correspond au « Tarif 2 », mentionné sur les « horodateurs » et est applicable selon les modalités indiquées sur l'appareil. Elle donne droit à une durée de stationnement ininterrompue maximum de 2 heures.

L'utilisateur aura toujours la possibilité d'opter pour le système forfaitaire de € 25,00 pour la demi journée.

Cette tarification correspond au « Tarif 1 », mentionné sur les « horodateurs » et est applicable selon les modalités indiquées sur l'appareil.

La durée de stationnement souhaitée par l'utilisateur sera constatée par l'apposition, de façon visible derrière le pare-brise avant de son véhicule, du billet que l'appareil « horodateur » délivre suite au paiement de la redevance susvisée, soit par tout autre preuve qu'il a acquitté la redevance.

B. Par dérogation à l'alinéa précédent et ce pour autant que la signalisation l'autorise (E9a+G4e), la redevance ne sera pas due par les riverains/détenteurs de cartes communales de stationnement qui apposeront, de manière visible et derrière le pare-brise avant de leur véhicule, la carte de stationnement délivrée par la commune, conformément à l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007. Cette gratuité est aussi valable pour les véhicules de carsharing clairement identifiables.

C. La gratuité sera accordée au stationnement des véhicules des usagers handicapés.

Le statut de personne handicapée se constate au moment du stationnement par l'apposition, de manière visible et derrière le pare-brise de son véhicule avant, de la carte délivrée conformément à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999.

D. Par dérogation aux dispositions reprises à l'alinéa A, le personnel médical, paramédical et les vétérinaires, lors d'interventions à domicile, sont autorisés à stationner à titre gratuit pour une durée maximale de deux heures, ceci pour autant que le véhicule utilisé soit clairement identifiable. L'apposition du disque bleu sur la face interne du pare-brise avant du véhicule avec indication de l'heure d'arrivée est cependant requise pour faciliter le contrôle de la durée du stationnement autorisé.

Article 3

La redevance est due par le conducteur ou, à défaut d'identification de celui-ci, par le titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule dès le moment où le véhicule est stationné et est payable par insertion dans les appareils de pièces de monnaie, de cartes magnétiques admises par ceux-ci, soit par tout autre moyen de paiement appliqué à la zone de stationnement en question, soit par virement au compte du gestionnaire de stationnement.

Article 4

Il sera toujours considéré que l'utilisateur a opté pour le paiement du tarif forfaitaire, visé à l'article 2, A, lorsque celui-ci n'aura pas apposé, de façon visible derrière le pare-brise avant de son véhicule, le billet que l'appareil « horodateur » délivre, ou tout autre preuve de paiement, suite au paiement de la redevance visée à l'article 2.

Il en sera de même lorsque le véhicule n'a pas quitté l'emplacement de stationnement à l'expiration du temps de stationnement autorisé.

Lors de l'application d'office du système de paiement forfaitaire en raison de ce qui est défini aux alinéas précédents du présent article, il sera apposé, par le gardien de parking, sur le pare-brise avant du véhicule une invitation à acquitter la redevance dans les 10 jours.

Article 5

A défaut de paiement de la redevance dans le délai prescrit, un rappel est envoyé par la commune ou son gestionnaire de parkings concédés.

Si un deuxième rappel s'avère nécessaire, des frais administratifs de € 12,00 seront réclamés et portés à charge du débiteur de la redevance.

Ensuite et toujours en cas de non paiement, le dossier sera transmis à l'huissier de justice pour recouvrement.

L'huissier de justice poursuit la procédure selon les règles du droit commun en organisant une phase de recouvrement amiable approfondie ayant pour but d'éviter le recouvrement par la voie judiciaire.

En cas de non-paiement après les démarches amiables entreprises par l'huissier de justice, ce dernier poursuivra le recouvrement par la voie judiciaire.

Les frais, droits et débours occasionnés dans toutes les phases du recouvrement des montants dus seront à charge du débiteur de cette redevance et s'ajouteront aux tarifs initialement dus (montant de la redevance et frais administratifs) par le débiteur. Ces frais, droits et débours seront calculés conformément à l'arrêté royal du 30 novembre 1976 fixant le tarif des actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale ainsi que celui de certaines allocations

Article 6

Le stationnement d'un véhicule à moteur dans des endroits où le stationnement est réglementé par des appareils « horodateurs » se fait au risque de l'utilisateur ou de celui au nom duquel le véhicule est immatriculé. Le paiement de la redevance donne droit au stationnement mais non à une quelconque surveillance. L'administration communale ne peut être rendue responsable des faits de dégradation ou de perte du véhicule.

Article 7

La présente délibération sort ses effets le 5^{ième} jour qui suit le jour de sa publication. Elle annule et remplace la délibération du 3 février 2010 visée en préambule.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 173 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 22 februari 1965 betreffende de toelating aan de gemeenten, parkeerretributies vast te stellen toepasselijk op motorvoertuigen en de daaropvolgende wijzigingen volgens de wet van 7 februari 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 betreffende de algemene reglementering op de politie van het wegverkeer en de daaropvolgende wijzigingen;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor personen met een handicap en de daaropvolgende wijzigingen;

Herziende zijn raadsbesluit van 24 juni 2009 stemmend het retributiereglement betreffende het betaald parkeren;

Gelet op het feit dat bijkomende verkeersreglementen het parkeren verbiedt op sommige plaatsen, met uitzondering van het regelmatige gebruik van de parkeerautomaten of alle andere systemen van betaald parkeren en voor de duur welke deze toelaat;

Overwegende het feit dat het parkeerbeleid is gericht om de commerciële gebieden van de stad te dynamiseren, de autodruk te verminderen en een betere toegang te verzekeren ten behoeve van de bewoners;

Overwegende dat, om de beschikbaarheid van parkeerplaatsen te verhogen, het vooral noodzakelijk is om de controle op het parkeren van beperkte duur te vergemakkelijken opgelegd in gebieden voorgeschreven door de politiereglementen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 25 stemmen tegen 16

Retributiereglement betreffende het betaald parkeren

Artikel 1

Er wordt een retributie gegeven voor het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg of op de plaatsen gelijkgesteld aan de openbare weg.

Dit reglement beoogt het parkeren van een motorvoertuig op plaatsen waar dat parkeren toegelaten is en waar het regelmatig gebruik van de parkeerautomaten of een ander systeem van betalend parkeren verplicht is.

Onder openbare weg verstaat men de wegen en hun trottoirs of nabijgelegen bermen die eigendom zijn van de gemeentelijke of gewestelijke overheden.

Onder met een openbare weg gelijkgestelde plaatsen verstaat men de parkeerplaatsen gelegen op de openbare weg, zoals vermeld in artikel 4, § 1, 2e lid, van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten.

Artikel 2

A. De retributie wordt als volgt vastgesteld:

Voor het parkeren door de gebruikers van een motorvoertuig:

1. € 1,50 voor het eerste uur (fractioneerbaar);
2. € 2,50 voor het tweede uur (fractioneerbaar);
3. € 0,10 voor gebruikers die wensen te parkeren voor zeer korte tijd met een maximum van ¼ u.

Deze tarifiering stemt overeen met het "Tarief 2" weergegeven op de parkeerautomaten en zijn van toepassing volgens de instructies vermeld op de automaten. Zij geeft recht op een ononderbroken parkeertijd van maximum 2 uren.

De gebruiker heeft steeds de mogelijkheid om voor het forfaitaire stelsel te kiezen van € 25,00 per halve dag.

Deze tarifiering stemt overeen met het "Tarief 1" weergegeven op de parkeerautomaten en zijn van toepassing volgens de instructies vermeld op de automaten.

De door de gebruiker gewenste parkeerduur wordt vastgesteld door het zichtbaar aanbrengen achter de voorruit van het voertuig van hetzij het ticket dat de parkeerautomaat afprint na de betaling van bovenvermelde retributie, hetzij elk ander bewijs dat aan de retributie werd voldaan.

B. In afwijking aan het vorige lid en in zoverre de signalisatie het toelaat (E9a+G4e), is de retributie niet verschuldigd door de bewoners/houders van gemeentelijke parkeerkaarten aangebracht, zichtbaar achter de voorruit van hun voertuig, en uitgereikt overeenkomstig het ministerieel besluit van 9 januari 2007. Deze kosteloosheid is ook van toepassing voor de duidelijk geïdentificeerde carsharingsvoertuigen.

C. Het parkeren is gratis voor de voertuigen gebruikt door personen met een handicap.

Het statuut van "persoon met een handicap" wordt beoordeeld op het ogenblik van het parkeren door het aanbrengen op een zichtbare plaats achter de voorruit van het voertuig van de kaart uitgereikt overeenkomstig het ministerieel besluit van 7 mei 1999.

D. De beschikkingen vermeld in het lid A zijn niet van toepassing voor het medisch-, paramedisch personeel en veeartsen tijdens hun huisbezoeken voor een maximumduur van twee uur, op voorwaarde dat het gebruikte voertuig duidelijk identificeerbaar is. Het plaatsen van de parkeerschijf aan de binnenzijde van de voorruit of vooraan het voertuig is hiertoe vereist met de vermelding van het uur van aankomst noodzakelijk bij de controle van de toegelaten parkeertijd.

Artikel 3

De retributie is verschuldigd door de bestuurder van het voertuig of indien deze niet gekend is, door de titularis van de nummerplaat van het voertuig van zodra het voertuig geparkeerd is, en is betaalbaar hetzij door het insteken in het apparaat van muntstukken of bepaalde magneetkaarten hetzij door elke andere vorm van betaling die voor de betrokken zone van toepassing is, hetzij door overschrijving op de rekening van de parkeerbeheerder.

Artikel 4

De gebruiker van een motorvoertuig die het ticket van de parkeerautomaat of elk ander bewijs van betaling, bekomen na betaling van de in artikel 2 bedoelde retributie niet zichtbaar achter de voorruit van zijn voertuig plaatst, wordt steeds geacht te kiezen voor de betaling van het in artikel 2 bedoelde forfaitaire tarief.

Hetzelfde is van toepassing wanneer een voertuig de parkeerplaats niet heeft verlaten en waarbij de toegelaten parkeertijd is verstreken.

Bij toepassing van het forfaitaire systeem zoals in de voorgaande alinea's van dit huidige artikel is gedefinieerd, brengt de parkeerwachter een uitnodiging tot betaling, binnen de 10 dagen, van de beoogde retributie, worden aangebracht op de voorruit van het voertuig.

Artikel 5

Bij gebrek aan betaling van de retributie binnen de voorgeschreven termijn, zal een herinnering worden verstuurd door de gemeente of zijn toegewezen parkingbeheerder.

Wanneer een tweede herinnering noodzakelijk blijkt, zullen de administratieve kosten van €12,00 worden geëist en worden gedragen door de debiteur van de retributie.

Vervolgens en steeds in geval van niet-betaling, zal het dossier worden overgemaakt ter invordering aan de gerechtsdeurwaarder.

De gerechtsdeurwaarder vervolgt de procedure volgens de gemeenschappelijke rechtsregels door het toepassen van een verregaande fase van minnelijke invordering met als doel een invordering via gerechtelijke weg te vermijden.

In geval van niet-betaling na de minnelijke stappen ondernomen door de gerechtsdeurwaarder, zal deze laatste de invordering vervolgen via gerechtelijke weg.

Alle kosten, rechten en gemaakte uitgaven tijdens al deze fases bij de invordering van de geëiste bedragen zullen ten laste zijn van de debiteur van deze retributie en zullen bij de initiële geëiste tarieven worden bijgevoegd (bedrag van de retributie en administratieve kosten). Deze kosten, rechten en gemaakte uitgaven zullen worden berekend in overeenstemming met het koninklijk besluit van 30 november 1976 tot vaststelling van het tarief voor akten van gerechtsdeurwaarders in burgerlijke en handelszaken en van het tarief van sommige toelagen.

Artikel 6

Het parkeren van een motorvoertuig op plaatsen waar het parkeren is gereguleerd door parkeerautomaten gebeurt op risico van de gebruiker of van diegene onder wiens naam het voertuig is ingeschreven. Het betalen van de retributie geeft enkel recht op parkeren en niet op één of ander toezicht. Het gemeentebestuur kan onder geen enkel beding aansprakelijk gesteld worden voor schade aangebracht aan het voertuig of diefstal ervan.

Artikel 7

Onderhavig reglement treedt in werking vanaf de 5^{de} dag volgend op de publicatie. Zij vernietigt en vervangt het raadsbesluit van 3 februari 2010 bedoeld in de inleiding.

EQUIPEMENT -- UITRUSTING

Budget -- Begroting

**SP 6.- Budget 2011 - Services ordinaire et extraordinaire- Approbation -
-- Begroting 2011 - Gewone- en Buitengewone diensten -
Goedkeuring**

Retiré de l'ordre du jour -- Ingetrokken van de agenda

Contrôle -- Controle

**SP 7.- C.P.A.S. - Budget 2011 - Approbation -- Ocmw - Begroting 2011
- Goedkeuring**

Mme Decoux expose

**MM. El Arnouki, Dönmez, Courtheoux, Clerfayt et Vanhalewyn
interviennent.**

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 25 voix contre 13 et 3 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 25 stemmen tegen 13 en 3 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 88 de la loi du 8 juillet 1976, organique des Centres publics d'aide sociale, modifié par la loi du 29 décembre 1988, par la loi du 5 août 1992 et modifié par l'article 29 de l'ordonnance du 3 juin 2003 relative à la tutelle administrative et aux règles financières, budgétaires et comptables des Centres publics d'aide sociale;

Vu l'arrêté du Collège réuni de la COCOM de la Région de Bruxelles – Capitale du 26 octobre 1995 portant règlement général de la nouvelle comptabilité des C.P.A.S. de la Région ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE : par appel nominal, par 25 voix contre 13 et 3 abstentions

- 1) d'approuver le budget 2011 du C.P.A.S. – Administration centrale – arrêté par son Conseil le 24 janvier 2011 à la somme de € 128.642.035
- 2) de fixer à € 30.417.552 le montant de l'intervention communale pour couvrir le manque de ressources du C.P.A.S.
- 3) de fixer à € 3.755.000 le montant de la dotation de la commune résultant de la restructuration des hôpitaux

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op artikel 88 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn gewijzigd door de wet van 29 december 1988 en de wet van 5 augustus 1992, en door artikel 29 van de ordonnantie betreffende het administratief toezicht en de financiële, budgettaire en boekhoudkundige voorschriften betreffende de Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn ;

Gelet op het besluit van het College van de GEMGECOM van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van 26 oktober 1995 houdende vaststelling van het Nieuwe Boekhoudingsreglement voor de OCMW's ;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 25 stemmen tegen 13 en 3 onthoudingen

- 1) de begroting voor 2011 van het OCMW – Centrale Administratie – vastgesteld door zijn raad op 24 januari 2011 goed te keuren op € 128.642.035
- 2) het bedrag van de gemeentelijke tussenkomst voor het begrotingstekort van het OCMW op € 30.417.552 vast te stellen ;
- 3) het bedrag van de gemeentelijke tussenkomst voortvloeiend uit de herstructurering van ziekenhuizen op € 3.755.00 vast te stellen ;

**SP 8.- Fabrique d'église Saint-Servais - Modification budgétaire 2010 -
Approbation -- Kerkfabriek Sint Servatius - Budgettaire
wijziging 2010 - Goedkeuring**

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 40 voix et 1 abstention -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 40 stemmen en 1 onthouding

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 37 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu la modification budgétaire de l'exercice 2010 de la Fabrique d'Eglise Saint Servais;

Considérant que ce document a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Excédent</u>
203.975,10 €	203.975,10 €	0

Considérant qu'aucune intervention communale n'est sollicitée par cette administration fabricienne;

DECIDE : par appel nominal, par 40 voix et 1 abstention d'aviser favorablement la modification budgétaire de l'exercice 2010 de la Fabrique d'Eglise Saint Servais telle qu'elle a été dressée par le Conseil de Fabrique.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 37 van het keizerlijk decreet dd. 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten ;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de begrotingswijziging van het dienstjaar 2010 van de Kerkfabriek van Sint Servatius;

Overwegende dat dit document als volgt door het kerkbestuur werd vastgesteld :

<u>Ontvangsten</u>	<u>Uitgaven</u>	<u>Overschot</u>
203.975,10 €	203.975,10 €	0

Overwegende dat geen enkele gemeentelijke tussenkomst door de Kerkfabriek gevraagd wordt ;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 40 stemmen en 1 onthouding een gunstig advies te verlenen aan de begrotingswijziging van het dienstjaar 2010 van de Kerkfabriek van Sint Servatius zoals ze werd opgesteld door de Raad van de kerkfabriek

SP 9.- Fabrique d'église Saint-Servais - Budget 2011 - Approbation -- Kerkfabriek Sint Servatius - Begroting 2011 - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 40 voix et 1 abstention -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 40 stemmen en 1 onthouding

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 37 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;
Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;
Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;
Vu le budget de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise Saint Servais,
Considérant que ce document a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Excédent</u>
87.168,91 €	87.168,91 €	0

Considérant qu'aucune intervention communale n'est sollicitée par cette administration fabricienne;

DECIDE : par appel nominal, par 40 voix et 1 abstention
d'aviser favorablement le budget de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise Saint Servais tel qu'il a été dressé par le Conseil de Fabrique.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 37 van het keizerlijk decreet dd. 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten ;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek van Sint Servatius;

Overwegende dat dit document als volgt door het kerkbestuur werd vastgesteld :

<u>Ontvangsten</u>	<u>Uitgaven</u>	<u>Overschot</u>
87.168,91 €	87.168,91 €	0

Overwegende dat geen enkele gemeentelijke tussenkomst door de Kerkfabriek gevraagd wordt ;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 40 stemmen en 1 onthouding een gunstig advies te verlenen aan de begroting van het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek van Sint Servatius zoals ze werd opgesteld door de Raad van de kerkfabriek

SP 10.- ASBL "Aide aux consultations de nourrissons établies dans les écoles communales de Schaerbeek" - Comptes 2008 et 2009 - Prendre acte -- Vzw "Aide aux consultations de nourrissons établies dans les écoles communales de Schaerbeek" - Rekeningen 2008 en 2009 - Akteneming (voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Aide aux consultations de nourrissons établies dans les écoles communales de Schaerbeek » affichent un résultat positif de 13.813,63€ pour l'exercice 2008 ; un résultat positif de 1.138,75€ pour l'exercice 2009 et que le montant total des avoirs atteint 9.606,51€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 13.200€ inscrit à l'article 844/332SS02/78 du budget 2007, il a été versé la totalité en date du 20/03/2008 ;

Considérant que ce montant figure aux articles : « Subvention » des recettes 2008 de l'Asbl ;

Considérant que du subside communal au montant de 23.000€ inscrit à l'article 844/332SS02/78 du budget 2008, il a été versé la totalité en date du 19/01/2009 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : « Subsidés 2008 » des recettes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 11 janvier 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 13.813,63€ pour l'exercice 2008 ; du résultat positif de 1.138,75€ pour l'exercice 2009 et du montant total des avoirs de 9.606,51€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes de l'Asbl « Aide aux consultations de nourrissons établies dans les écoles communales de Schaerbeek », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 13.813,63€ pour l'exercice 2008 ; un bénéfice de 1.138,75€ pour l'exercice 2009 et un montant total des avoirs de 9.606,51€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Aide aux consultations de nourrissons établies dans les écoles communales de Schaerbeek" een positief saldo van 13.813,63€ voor het dienstjaar 2008; een positief saldo van 1.138,75€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatiewinst van 9.606,51€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 13.200€, ingeschreven op het artikel 844/332SS02/78 van de begroting 2007, het geheel betaald werd in datum van 20/03/2008;

Overwegende dat dit bedrag op het artikelen: « Subvention », inkomsten 2008 van de vereniging, voorkomt;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 23.000€, ingeschreven op het artikel 844/332SS02/78 van de begroting 2008, het geheel betaald werd in datum van 19/01/2009;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: « Subsidies 2008 », inkomsten 2009 van de vereniging, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 11 januari 2011 waar het College akte neemt van het positief saldo van 13.813,63€ voor het dienstjaar 2008; het positieve saldo van 1.138,75€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatiewinst van 9.606,51€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen van de VZW "Aide aux consultations de nourrissons établies dans les écoles communales de Schaerbeek", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 13.813,63€ voor het dienstjaar 2008; een positief saldo van 1.138,75€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatiewinst van 9.606,51€ vertonen.

**SP 11.- ASBL "Central Academy" - Comptes 2008 et 2009 - Prendre acte -
=- Vzw "Central Academy" - Rekeningen 2008 en 2009 -
Akteneming**

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Central Academy » affichent un résultat positif de 53,05€ pour l'exercice 2008 ; un résultat négatif de -99,61€ pour l'exercice 2009 et que le résultat cumulé atteint -46,56€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 2.000€ inscrit à l'article 764/332SS02/71 du budget 2008, il a été versé la totalité en date du 19/01/2009 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : 705500 « Recettes activités diverses » des recettes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 18 janvier 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 53,05€ pour l'exercice 2008 ; du résultat négatif de -99,61€ pour l'exercice 2009 et du résultat cumulé de -46,56€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2008 et 2009 de l'Asbl « Central Academy », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 53,05€ pour 2008 ; une perte de -99,61€ pour 2009 et un résultat cumulé de -46,56€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Central Academy" een positief saldo van 53,05€ voor het dienstjaar 2008; een negatief saldo van -99,61€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatieverlies van -46,56€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 2.000€, ingeschreven op het artikel 764/332SS02/71 van de begroting 2008, het geheel betaald werd in datum van 19/01/2009;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: 705500 « Recettes activités diverses », inkomsten 2009 van de vereniging, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 18 januari 2011 waar het College akte neemt van het positief saldo van 53,05€ voor het dienstjaar 2008; van het negatief saldo van -99,61€ voor het dienstjaar 2009 en van het cumulatieverlies van -46,56€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2008 en 2009 van de VZW "Central Academy", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 53,05€ voor 2008; een negatief saldo van -99,61€ voor 2009 en een cumulatieverlies van -46,56€ vertonen.

**SP 12.- ASBL "Royale Union Sportive Albert Schaerbeek - RUSAS" -
Comptes 2008 et 2009 - Prendre acte -- Vzw "Royale
Union Sportive Albert Schaerbeek - RUSAS" - Rekeningen
2008 en 2009 - Akteneming**
(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Royale Union Sportive Albert Schaerbeek – RUSAS » affichent un résultat positif de 18.179,90€ pour l'exercice 2008-2009 et que le résultat cumulé atteint 51.644,74€ ;

Considérant que du subsidie communal au montant de 7.000€ inscrit à l'article 764/332SS02/71 du budget 2008, il a été versé la totalité en date du 02/01/2009 ;

Considérant que ce montant figure aux produits du compte de résultats 2008-2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 11 janvier 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 18.179,90€ pour l'exercice 2008-2009 et du résultat cumulé de 51.644,74€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2008-2009 de l'Asbl « Royale Union Sportive Albert Schaerbeek – RUSAS », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 18.179,90€ pour l'exercice et un résultat cumulé de 51.644,74€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Royale Union Sportive Albert Schaerbeek – RUSAS" een positief saldo van 18.179,90€ voor het dienstjaar 2008-2009 en een cumulatiewinst van 51.644,74€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 7.000€, ingeschreven op het artikel 764/332SS02/71 van de begroting 2008, het geheel betaald werd in datum van 02/01/2009;

Overwegende dat dit bedrag op producten van de rekening van resultaten 2008-2009 van de vereniging, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 11 januari 2011 waar het College akte neemt van het positief saldo van 18.179,90€ voor het dienstjaar 2008-2009 en van de cumulatiewinst van 51.644,74€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2008-2009 van de VZW "Royale Union Sportive Albert Schaerbeek – RUSAS", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 18.179,90€ voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 51.644,74€ vertonen.

SP 13.- ASBL "Aides aux Familles de Schaerbeek" - Comptes 2009 - Prendre acte -- Vzw "Aides aux Familles de Schaerbeek" - Rekeningen 2009 - Akteneming
(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Aides aux familles de Schaerbeek » affichent un résultat positif de 150.929,40€ pour l'exercice 2009 et que le résultat cumulé atteint 254.799,73€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 100.000€ inscrit à l'article 844/332SS02/71 du budget 2009, il a été versé la totalité en date du 29/12/2009 ;

Considérant que ce montant figure (par erreur) à l'article : 740100 « Subsidies Cocof » des recettes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 28 décembre 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 150.929,40€ pour l'exercice 2009 et du résultat cumulé de 254.799,73€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2009 de l'Asbl « Aides aux familles de Schaerbeek », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 150.929,40€ pour l'exercice et un résultat cumulé de 254.799,73€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Aides aux familles de Schaerbeek" een positief saldo van 150.929,40€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatiewinst van 254.799,73€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 10.000€, ingeschreven op het artikel 844/332SS02/71 van de begroting 2009, het geheel betaald werd in datum van 29/12/2009;

Overwegende dat dit bedrag (per fout) op het artikel: 740100 « Subsidies Cocof », inkomsten 2009 van de vereniging, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 28 december 2011 waar het College akte neemt van het positief saldo van 150.929,40€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatiewinst van 254.799,73€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2009 van de VZW "Aides aux familles de Schaerbeek", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 150.929,40€ voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 254.799,73€ vertonen.

**SP 14.- ASBL "Animar - Le Magic Land Théâtre" - Comptes 2009 -
Prendre acte -- Vzw "Animar - Le Magic Land Theatre" -
Rekeningen 2009 - Akteneming**

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Animar – Magic Land Théâtre » affichent un résultat négatif de -60.316,95€ pour l'exercice 2009 et que le résultat cumulé atteint -1.509,47€ ;

Vu la décision du 11 janvier 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de -60.316,95€ pour l'exercice 2009 et du résultat cumulé de -1.509,47€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2009 de l'Asbl « Animar – Magic Land Théâtre », déposés au dossier, qui affichent une perte de -60.316,95€ pour l'exercice et un résultat cumulé de -1.509,47€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Animar – Magic Land Théâtre" een negatief saldo van -60.316,95€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatieverlies van -1.509,47€ vertonen;

Gelet op de beslissing van 11 januari 2011 waar het College akte neemt van het negatief saldo van -60.316,95€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatieverlies van -1.509,47€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2009 van de VZW "Animar – Magic Land Théâtre", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van -60.316,95€ voor het dienstjaar en een cumulatieverlies van -1.509,47€ vertonen.

SP 15.- ASBL "Association de Pensée d'Atatürk de Belgique - APAB" - Comptes 2009 - Prendre acte -- Vzw "Association de Pensée d'Atatürk de Belgique - APAB" - Rekeningen 2009 - Akteneming

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Association de Pensée d'Atatürk en Belgique – APAB » affichent un résultat négatif de -7.039,81€ pour l'exercice 2009 ;

Vu la décision du 11 janvier 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de -7.039,81€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2009 de l'Asbl « Association de Pensée d'Atatürk en Belgique – APAB », déposés au dossier, qui affichent une perte de -7.039,81€ pour l'exercice.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Association de Pensée d'Atatürk en Belgique – APAB" een negatief saldo van -7.039,81€ voor het dienstjaar 2009 vertonen;

Gelet op de beslissing van 11 januari 2011 waar het College akte neemt van het negatief saldo van -7.039,81€ voor het dienstjaar 2009 van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2009 van de VZW "Association de Pensée d'Atatürk en Belgique – APAB", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van -7.039,81€ voor het dienstjaar vertonen.

**SP 16.- ASBL "Canter Basket Club de Schaerbeek" - Comptes 2009 -
Prendre acte ==- Vzw "Canter Basket Club de Schaerbeek"
- Rekeningen 2009 - Akteneming
(voir annexes - zie bijlage)**

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Canter Basket Club de Schaerbeek » affichent un résultat positif de 731,06€ pour l'exercice 2009 et que le montant des avoirs atteint 3.463,04€ ;

Considérant que du subsidie communal au montant de 4.000€ inscrit à l'article 764/332SS02/71AA du budget 2009, il a été versé la totalité en date du 18/03/2010 ;

Considérant que ces montants ne figurent donc pas dans les comptes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 18 janvier 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 731,06€ pour l'exercice 2009 et du montant des avoirs de 3.463,04€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2009 de l'Asbl « Canter Basket Club de Schaerbeek », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 731,06€ pour l'exercice et un montant des avoirs de 3.463,04€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ; 4 ; 5 ; 8 ; 9 ; 10 ; 12 ; 13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Canter Basket Club de Schaerbeek" een positief saldo van 731,06€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatiewinst van 3.463,04€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 4.000€, ingeschreven op het artikel 7644/332SS02/71AA van de begroting 2009, het geheel betaald werd in datum van 18/03/2010;

Overwegende dat dit bedrag dus niet in de inkomsten 2009 van de vereniging voorkomt;

Gelet op de beslissing van 18 januari 2011 waar het College akte neemt van het positief saldo van 731,06€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatiewinst van 3.463,04€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2009 van de VZW "Canter Basket Club de Schaerbeek", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 731,06€ voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 3.463,04€ vertonen.

SP 17.- ASBL "Centre Culturel de Schaerbeek" - Comptes 2009 - Prendre acte -- Vzw "Centre Culturel de Schaerbeek" - Rekeningen 2009 - Akteneming

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Centre Culturel de Schaerbeek » affichent un résultat positif de 38.866,76€ pour l'exercice 2009 et que le résultat cumulé atteint 56.416,42€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 50.000€ inscrit à l'article 762/332SS02/79 du budget 2009, il a été versé la totalité en date du 02/10/2009 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : 737000 « Administration de la Commune de Schaerbeek » des recettes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 28 décembre 2010 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 38.866,76€ pour l'exercice 2009 et du résultat cumulé de 56.416,42€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2009 de l'Asbl « Centre Culturel de Schaerbeek », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 38.866,76€ pour l'exercice et un résultat cumulé de 56.416,42€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Centre Culturel de Schaerbeek" een positief saldo van 38.866,76€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatiewinst van 56.416,42€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 50.000€, ingeschreven op het artikel 762/332SS02/79 van de begroting 2009, het geheel betaald werd in datum van 02/10/2009;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: 737000 « Administration de la Commune de Schaerbeek », inkomsten 2009 van de vereniging, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 28 december 2010 waar het College akte neemt van het positief saldo van 38.866,76€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatiewinst van 56.416,42€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2009 van de VZW "Centre Culturel de Schaerbeek", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 38.866,76€ voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 56.416,42€ vertonen.

SP 18.- ASBL "Centre d'Information de l'Architecture de l'Urbanisme et du Design - CIAUD" - Comptes 2009 - Prendre acte -- Vzw "Centre d'Information de l'Architecture de l'Urbanisme et du Design - CIAUD" - Rekeningen 2009 - Akteneming

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Centre d'Information de l'Architecture de l'Urbanisme et du Design – CIAUD » affichent un résultat négatif de -156.284,51€ pour l'exercice 2009 et que le résultat cumulé atteint 399.697,36€;

Considérant qu'il s'agit du premier subside octroyé à l'association ;

Vu la décision du 18 janvier 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de -156.284,51€ pour l'exercice 2009 et du résultat cumulé de 399.697,36€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2009 de l'Asbl « Centre d'Information de l'Architecture de l'Urbanisme et du Design – CIAUD », déposés au dossier, qui affichent une perte de -156.284,51€ pour l'exercice et un résultat cumulé de 399.697,36€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Centre d'Information de l'Architecture de l'Urbanisme et du Design – CIAUD" een negatief saldo van -156.284,51€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatiewinst van 399.697,36€ vertonen;

Overwegende dat het om de eerste subsidie toegestaan aan de vereniging gaat;

Gelet op de beslissing van 18 januari 2011 waar het College akte neemt van het negatief saldo van -156.284,51€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatiewinst van 399.697,36€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2009 van de VZW "Centre d'Information de l'Architecture de l'Urbanisme et du Design – CIAUD", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van -156.284,51€ voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 399.697,36€ vertonen.

**SP 19.- ASBL "Crèches de Schaerbeek" - Comptes 2009 - Prendre acte -
=- Vzw "Crèches de Schaerbeek" - Rekeningen 2009 -
Akteneming**

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming,
goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Crèches de Schaerbeek » affichent un résultat négatif de 1.043,17€ pour l'exercice 2009 et que le résultat cumulé atteint 110.785,75€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 635.760€ inscrit à l'article 844/332SS02/71 du budget 2009, il a été versé la totalité en douze tranches mensuelles ;

Considérant que ce montant figure à l'article : 743000 « Subsidés communal » des recettes 2009 de l'Asbl ;

Considérant que du subside communal complémentaire au montant de 114.240€ inscrit à l'article 844/332SS02/71 du budget 2009, il a été versé la totalité en date du 17/07/2009 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : 743100 « Subsidés Prégardiennat –communal » des recettes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 18 janvier 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de 1.043,17€ pour l'exercice 2009 et du résultat cumulé de 110.785,75€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2009 de l'Asbl « Crèches de Schaerbeek », déposés au dossier, qui affichent une perte de 1.043,17€ pour l'exercice et un résultat cumulé de 110.785,75€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Crèches de Schaerbeek" een negatief saldo van 1.043,17€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatiewinst van 110.785,75€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 635.760€, ingeschreven op het artikel 844/332SS02/71 van de begroting 2009, hij werd het geheel in twaalf maandelijks gedeelten betaald;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: 743000 « Subsidies communal », inkomsten 2009 van de vereniging, voorkomt;

Overwegende dat van de aanvullende gemeentesubsidie ten bedragen van 114.240€, ingeschreven op het artikel 844/332SS02/71 van de begroting 2009, het geheel in datum van 17/07/2009 betaald werd;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: 743100 « Subsidies Prégardiennat – communal », inkomsten 2009 van de vereniging, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 18 januari 2011 waar het College akte neemt van het negatief saldo van 1.043,17€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatiewinst van 110.785,75€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen De rekeningen 2009 van de VZW "Crèches de Schaerbeek", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van 1.043,17€ voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 110.785,75€ vertonen.

**SP 20.- ASBL "Gemeenschapscentrum De Kriekelaar" - Comptes 2009 -
Prendre acte -- Vzw "Gemeenschapscentrum De
Kriekelaar" - Rekeningen 2009 - Akteneming
(voir annexes - zie bijlage)**

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Gemeenschapscentrum De Kriekelaar » affichent un résultat positif de 27.984,44€ pour l'exercice 2009 et que le résultat cumulé atteint 140.885,05€ ;

Considérant que du subsidie communal au montant de 21.000€ inscrit à l'article 762/332SS02/76 du budget 2009, il a été versé la totalité en date du 24/11/2009 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : 736050 "Subsidies - Gemeente" des recettes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 11 janvier 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 27.984,44€ pour l'exercice 2009 et du résultat cumulé de 140.885,05€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2009 de l'Asbl « Gemeenschapscentrum De Kriekelaar », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 27.984,44€ pour l'exercice et un résultat cumulé de 140.885,05€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Gemeenschapscentrum De Kriekelaar" een positief saldo van 27.984,44€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatiewinst van 140.885,05€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 21.000€, ingeschreven op het artikel 762/332SS02/76 van de begroting 2009, het geheel betaald werd in datum van 24/11/2009;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: 736050 "Subsidies - Gemeente", inkomsten 2009 van de vereniging, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 11 januari 2011 waar het College akte neemt van het positief saldo van 27.984,44€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatiewinst van 140.885,05€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2009 van de VZW "Gemeenschapscentrum De Kriekelaar", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 27.984,44€ voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 140.885,05€ vertonen.

SP 21.- ASBL "Enfants & Compagnie" - Comptes 2009 - Prendre acte == Vzw "Enfants & Compagnie" - Rekeningen 2009 - Akteneming

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Enfants & Compagnie » affichent un résultat positif de 1.550,13€ pour l'exercice 2009 et que le résultat cumulé atteint 10.261,45€ ;

Considérant que du subsidie communal global au montant de 4.300€ inscrit à l'article 761/332SS02/71 du budget 2009, il a été versé la totalité en date du 24/03/2009 ;

Considérant que ce montant ne figure donc pas dans les comptes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 11 janvier 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 1.550,13€ pour l'exercice 2009 et du résultat cumulé de 10.261,45€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2009 de l'Asbl « Enfants & Compagnie », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 1.550,13€ pour l'exercice et un résultat cumulé de 10.261,45€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Enfants & Compagnie" een positief saldo van 1.550,13€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatiewinst van 10.261,45€ vertonen;

Overwegende dat van de globale gemeentesubsidie ten bedragen van 4.300€, ingeschreven op het artikel 761/332SS02/71 van de begroting 2009, het geheel betaald werd in datum van 24/03/2009;

Overwegende dat dit bedrag dus niet in de inkomsten 2009 van de vereniging voorkomt;

Gelet op de beslissing van 11 januari 2011 waar het College akte neemt van het positief saldo van 1.550,13€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatiewinst van 10.261,45€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2009 van de VZW "Enfants & Compagnie", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 1.550,13€ voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 10.261,45€ vertonen.

**SP 22.- ASBL "La Maison de la Laïcité de Schaerbeek" - Comptes 2009 - Prendre acte -- Vzw "La Maison de la Laïcité de Schaerbeek" - Rekeningen 2009 - Akteneming
(voir annexes - zie bijlage)**

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « La Maison de la Laïcité » affichent un résultat positif de 2.302,46€ pour l'exercice 2009 et que le montant total des avoirs atteint 11.037,35€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 6.000€ inscrit à l'article 790/332BG02/01 du budget 2009, il a été versé la totalité en date du 13/01/2010 ;

Considérant que ces montants ne figurent donc pas dans les comptes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 11 janvier 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 2.302,46€ pour l'exercice 2009 et du montant total des avoirs de 11.037,35€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2009 de l'Asbl « La Maison de la Laïcité », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 2.302,46€ pour l'exercice et du montant total des avoirs de 11.037,35€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "La Maison de la Laïcité" een positief saldo van 2.302,46€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatiewinst van 11.037,35€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 6.000€, ingeschreven op het artikel 790/332BG02/01 van de begroting 2009, het geheel betaald werd in datum van 13/01/2010;

Overwegende dat dit bedrag dus niet in de inkomsten 2009 van de vereniging voorkomt;

Gelet op de beslissing van 11 januari 2011 waar het College akte neemt van het positief saldo van 2.302,46€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatiewinst van 11.037,35€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2009 van de VZW "La Maison de la Laïcité", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 2.302,46€ voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 11.037,35€ vertonen.

**SP 23.- ASBL "Les Amis de la Morale Laïque - AML" - Comptes 2009 -
Prendre acte -- Vzw "Les Amis de la Morale Laïque -
AML" - Rekeningen 2009 - Akteneming
(voir annexes - zie bijlage)**

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Les Amis de la Morale Laïque – AML » affichent un résultat positif de 435,46€ pour l'exercice 2009 et que le montant total des avoirs atteint 1.929 ,77€;

Considérant que du subside communal au montant de 6.000€ inscrit à l'article 790/332BG02/01 du budget 2009, il a été versé la totalité en date du 13/01/2010 ;

Considérant que ces montants ne figurent donc pas dans les comptes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 11 janvier 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 435,46€ pour l'exercice 2009 et du montant total des avoirs de 1.929 ,77€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2009 de l'Asbl « Les Amis de la Morale Laïque – AML », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 435,46€ pour l'exercice et du montant total des avoirs de 1.929 ,77€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Les Amis de la Morale Laïque – AML" een positief saldo van 435,46€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatiewinst van 1.929 ,77€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 6.000€, ingeschreven op het artikel 790/332BG02/01 van de begroting 2009, het geheel betaald werd in datum van 13/01/2010;

Overwegende dat dit bedrag dus niet in de inkomsten 2009 van de vereniging voorkomt;

Gelet op de beslissing van 11 januari 2011 waar het College akte neemt van het positief saldo van 435,46€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatiewinst van 1.929 ,77€ van de VZW;

NEEMT AKTE : met eenparigheid van stemmen

van de rekeningen 2009 van de VZW "Les Amis de la Morale Laïque – AML", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 435,46€ voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 1.929 ,77€ vertonen.

**SP 24.- ASBL "Neptunium" - Comptes 2009 - Prendre acte -- Vzw
"Neptunium" - Rekeningen 2009 - Akteneming
(voir annexes - zie bijlage)**

**M. Bouhjar intervient
Mme la Bourgmestre ff et M. Köse répondent**

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming,
goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Neptunium » affichent un résultat positif de 43.107,18€ pour l'exercice 2009 ; des réserves cumulées de 300.176,04€ et des pertes reportées de -230.352,56€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 786.101€ inscrit à l'article 764/321EQ01/12 du budget 2009, il a été versé la totalité en douze tranches mensuelles ;

Considérant que ce montant figure à l'article : 740000 « Subsidés communal année en cours » des recettes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 28 décembre 2010 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 43.107,18€ pour l'exercice 2009 ; des réserves cumulées de 300.176,04€ et des pertes reportées de -230.352,56€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2009 de l'Asbl « Neptunium », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 43.107,18€ pour l'exercice ; des réserves cumulées de 300.176,04€ et des pertes reportées de -230.352,56€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Neptunium" een positief saldo van 43.107,18€ voor het dienstjaar 2009; een cumulatiewinst van 300.176,04€ en uitgestelde verliezen van -230.352,56€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 786.101€, ingeschreven op het artikel 764/321EQ01/12 van de begroting 2009, het geheel in twaalf maandelijkse gedeelten betaald werd;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: 740000 « Subsidies communal année en cours », inkomsten 2009 van de vereniging, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 28 december 2010 waar het College akte neemt van het positief saldo van 43.107,18€ voor het dienstjaar 2009; van de cumulatiewinst van 300.176,04€ en van de uitgestelde verliezen van -230.352,56€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2009 van de VZW "Neptunium", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 43.107,18€ voor het dienstjaar; een cumulatiewinst van 300.176,04€ en uitgestelde verliezen van -230.352,56€ vertonen.

SP 25.- ASBL "Royal Cercle Athlétique de Schaerbeek - RCAS" - Comptes 2009 - Prendre acte -- Vzw "Royal Cercle Athlétique de Schaerbeek - RCAS" - Rekeningen 2009 - Akteneming

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Royal Cercle Athlétique de Schaerbeek » affichent un résultat négatif de -1.273€ pour l'exercice 2009 ;

Considérant que du subsidie communal au montant de 5.00€ inscrit à l'article 764/332SS02/71AA du budget 2009, il a été versé la totalité en date du 08/01/2010;

Considérant que ce montant ne figure donc pas dans les comptes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 11 janvier 2011 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de -1.273€ pour l'exercice 2009 de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2009 de l'Asbl « Royal Cercle Athlétique de Schaerbeek », déposés au dossier, qui affichent une perte de -1.273€ pour l'exercice.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Royal Cercle Athlétique de Schaerbeek" een negatief saldo van -1.273€ voor het dienstjaar 2009 vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 5.000€, ingeschreven op het artikel 764/332SS02/71AA van de begroting 2009, het geheel betaald werd in datum van 08/01/2010;

Overwegende dat dit bedrag dus niet in de inkomsten 2009 van de vereniging voorkomt;

Gelet op de beslissing van 11 januari 2011 waar het College akte neemt van het negatief saldo van -1.273€ voor het dienstjaar 2009 van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2009 van de VZW "Royal Cercle Athlétique de Schaerbeek", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van -1.273€ voor het dienstjaar vertonen.

SP 26.- ASBL "Union Belge Contre les Nuisances des Avions - UBCNA" - Comptes 2009 - Prendre acte -- Vzw "Union Belge Contre les Nuisances des Avions - UBCNA" - Rekeningen 2009 - Akteneming

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Union Belge Contre les Nuisances des Avions – UBCNA » affichent un résultat négatif de -2.570,41€ pour l'exercice 2009 et que le montant des avoirs atteint 6.395,85€ ;

Considérant que du subsidie communal au montant de 2.500€ inscrit à l'article 879/332BG02/01 du budget 2009, il a été versé la totalité en date du 28/01/2010 ;

Considérant que ce montant ne figure donc pas dans les comptes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 28 décembre 2010 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de -2.570,41€ pour l'exercice 2009 et du montant des avoirs de 6.395,85€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2009 de l'Asbl « Union Belge Contre les Nuisances des Avions – UBCNA », déposés au dossier, qui affichent une perte de -2.570,41€ pour l'exercice et un montant des avoirs de 6.395,85€.

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Union Belge Contre les Nuisances des Avions – UBCNA" een negatief saldo van -2.570,41€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatiewinst van 6.395,85€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 2.500€, ingeschreven op het artikel 879/332BG02/01 van de begroting 2009, het geheel betaald werd in datum van 28/01/2010;

Overwegende dat dit bedrag dus niet in inkomsten 2009 van de vereniging voorkomt;

Gelet op de beslissing van 28 december 2011 waar het College akte neemt van het negatief saldo van -2.570,41€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatiewinst van 6.395,85€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2009 van de VZW "Union Belge Contre les Nuisances des Avions – UBCNA", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van -2.570,41€ voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 6.395,85€ vertonen.

DEVELOPPEMENT STRATEGIQUE ET DURABLE -- STRATEGISCHE EN DUURZAME

ONTWIKKELING

Programme de Prévention Urbaine -- Programma voor stadspreventie

SP 27.- Subventions D.A.S. 2010-2011 - Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune - Approbation -- Toelagen D.A.S. 2010-2011 - Overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente - Goedkeuring

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'arrêté du 7 octobre 2010 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant une subvention de 1.434.209,00 € pour l'année 2010 aux communes bruxelloises dans le cadre du Dispositif d'accrochage Scolaire (D.A.S.);

Vu le courrier du Gouvernement la Région de Bruxelles-Capitale du 30 novembre 2010 nous transmettant les conventions D.A.S. 2010-2011 en vue de l'octroi d'un subside relatif à plusieurs projets dans le cadre du D.A.S. pour l'année académique 2010-2011;

Vu l'obligation de la Commune de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis du pouvoir subsidiant ;

Sur proposition, du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 janvier 2011;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. D'approuver les conventions entre la Commune et les partenaires ainsi que la convention D.A.S. 2010-2011 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune;
2. De donner délégation au Collège des Bourgmestre et Echevins pour signer les conventions particulières avec les partenaires.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op het besluit van 7 oktober 2010 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, een subsidie toekennende van 1.434.209,00 € oor het jaar 2010 aan de Brusselse gemeenten met betrekking tot het Programma Preventie Schoolverzuim (P.S.V.);

Gelet op het schrijven van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 november 2010 ons de overeenkomsten P.S.V. 2010–2011 brengende om te kunnen overgaan tot de vereffening van de subsidie met betrekking tot verschillende projecten in het kader van het P.S.V. 2010–2011;

Gelet op de verplichting voor de gemeente om haar contractuele verbintenissen tegenover de subsidiërende overheid na te komen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 februari 2011;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. De overeenkomsten tussen de gemeente en de partners goed te keuren alsook de overeenkomst P.S.V. 2010-2011 tussen de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de gemeente;
2. Aan het College van Burgemeester en Schepenen volmacht te geven om de overeenkomsten met de partners te ondertekenen.

Subventions et Partenariats == Toelagen en Partnerships

**SP 28.- Projets de collaborations intercommunales - Pour information ==
Ontwerpen voor intergemeentelijke samenwerking - Ter informatie**

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la RBC du 16/12/2009 organisant un appel pour des projets visant à soutenir la mise en œuvre de collaborations intercommunales;

Vu l'appel à projets de collaborations intercommunales du 26/10/2010 lancé par le Ministère de la Région de Bruxelles Capitale – Administration des Pouvoirs Locaux ;

Vu sa décision du 22.12.2010 de répondre à cet appel :

Attendu que, par courrier du 23/12/2010, la Région nous informe que le projet de plate-forme intercommunale d'échanges sur l'amélioration du financement de projets, pour lequel la Commune est chef de file, a été retenu.

Vu le projet de convention entre la commune de Schaerbeek et la Région de Bruxelles-Capitale portant sur ce projet

Attendu que d'autres projets, pour lesquels la Commune est partenaire, ont également été retenus par le gouvernement régional :

- L'étude portant sur l'évolution des besoins en termes d'infrastructures scolaires et sur la faisabilité d'une collaboration entre Evere et Schaerbeek ;
- Le projet d'enquête relative à l'absentéisme et au décrochage scolaire porté par la Commune d'Anderlecht ;

- Le projet de développement des activités de la plate-forme GTI Marchés publics BXL (Groupe de Travail et d'Information Marchés publics des 19 communes de Bruxelles-Capitale), porté par la commune d'Ixelles;
- Le projet de gestion de l'onglet GTI MP BXL (Groupe de Travail et d'Information Marchés publics des 19 communes de Bruxelles-Capitale) sur le site internet de l'AVCB, porté par la commune d'Ixelles ;
- Le projet d'organisation de marchés conjoints entre plusieurs communes bruxelloises, porté par la commune d'Ixelles; (intervention régionale pour les trois projets GTI

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins du 18/01/2011 ;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit,

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. d'approuver la convention entre la commune de Schaerbeek et la Région de Bruxelles-Capitale portant sur le projet de plate-forme intercommunale d'échanges sur l'amélioration du financement de projets ;
2. De donner délégation au Collège des Bourgmestres et Echevins pour signer les éventuelles conventions particulières d'exécution de l'ensemble des projets approuvés dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la RBC du 16/12/2009.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het besluit van Het Brussels Hoofdstedelijke Gewest van 16/12/2009 met het oog op de in dienst treding van intercommunale medewerkingen;

Gezien het verzoek aan projecten inzake intergemeentelijke medewerkingen dd 26/10/2010 die door het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Bestuur van Plaatselijke Besturen gelanceerd wordt.

Gelet op zijn beslissing van 22.12.2010 om een gevolg te geven aan dit verzoek,

Gezien dat, per brief van 23/12/2010, het Gewest ons mededeelt dat het project van in dienst treding van een intercommunale wisselingplatform over de verbetering van het financieren van projecten door een actieve zoek politiek, waarvoor de Gemeente leider is, aangenomen werd.

Gelet op de ontwerpovereenkomst tussen de gemeente Schaarbeek en het Brussels Hoofdstedelijke Gewest over dit project.

Gezien dat andere projecten, waarvoor de Gemeente de partner is, eveneens door de gewestelijke regering aangenomen werden :

- De studie met het oog op de behoeften van Schaarbeek qua schoolinfrastructuur en de mogelijkheid op een medewerking tussen Schaarbeek en Evere;
- Een enquête project betreffende schoolafwezigheid voorgesteld door de gemeente Anderlecht;
- Het project ontwikkeling van de platform activiteiten GTI MP BXL (werkgroep over openbare aanbesteding in de 19 gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voorgesteld door de gemeente Elsene;
- Het project van het beheer GTI MP BXL (werkgroep over openbare aanbesteding in de 19 gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest) voorgesteld door de gemeente Elsene;
- Het project van beheer van aanbestedingen tussen verschillen Brusselse gemeenten, voorgesteld door de gemeente Elsene

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 18/01/2011;

Overwegende dat dit verslag ingewilligd dient te worden;

BESLIST : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. de overeenkomst tussen de gemeente Schaarbeek en het Brussels Hoofdstedelijke Gewest goed te keuren over het project van in dienst treding van een intercommunale wisselingplatform over de verbetering van het financieren van projecten door een actieve zoek politiek
2. delegatie aan het College van de Burgemeesters te geven om de eventuele bijzondere overeenkomsten van uitvoering van de projecten te ondertekenen die in verband met het besluit van de gewestelijke Regering van 16/12/2009 zijn goedgekeurd.

Informatique == Informatique

**SP 29.- Télécom - Réseau IRISnet 2.0 - Participation au marché conjoint régional - Convention de mandat - Approbation == Telecom - Net IRISnet 2.0 - Deelname aan de Gewestelijke gemeenschappelijke opdracht - Goedkeuring
(voir annexes - zie bijlage)**

DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la nouvelle loi communale;

Vu les décisions du gouvernement régional du 17/12/2009 visant :

- la prolongation de l'Accord-cadre du 28 avril 2000 avec l'association momentanée France Télécom – Telindus (IRISnet 1.0)
- la mise en concurrence d'un nouveau marché de télécommunication portant sur l'avenir du réseau IRISnet (IRISnet 2.0)

Vu le projet de cahier des charges réalisé par le CIRB relatif au réseau de communication IRISnet 2.0, que les services communaux ont pu consulter dans les locaux du CIRB moyennant la signature d'une déclaration de confidentialité

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, et plus particulièrement son article 19 qui prévoit que : *« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ».*

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 25/01/2011 ;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit,

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. d'approuver les termes du contrat de mandat à la Région de Bruxelles-Capitale, représentée par la Ministre ayant l'informatique dans ses attributions, en vue de la passation d'un marché de fourniture de services de télécommunications dans le cadre du développement du réseau IRISnet 2.0.
2. de souscrire au lot 1 (téléphonie fixe et transport data) et 2 (mobilophonie) de ce mandat
3. de donner délégation au Collège des Bourgmestres et Echevins pour signer les éventuelles conventions particulières de mise en œuvre ce mandat.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissingen van de gewestelijke regering van 17/12/2009 met betrekking op :

- de verlenging van de Kaderovereenkomst van 28 april 2000 met de tijdelijke vereniging France Telecom - Telindus (IRISnet 1.0)
- het inzetten van de concurrentie voor een nieuwe markt voor telecommunicatie gaande over de toekomst van het netwerk IRISnet (IRISnet 2.0)

Gelet op het project van lastenboek dat door het CIBG betreffende het communicatienet IRISnet 2.0 wordt verwezenlijkt, dat de gemeentediensten in de lokalen van CIBG, door middel van de handtekening van een vertrouwelijkheidverklaring, hebben kunnen raadplegen

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten., en meer vooral zijn artikel 19 dat bepaalt dat: *«De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden.»*

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 25/01/2011;

Overwegende dat dit verslag ingewilligd dient te worden;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. de termen van de mandaatovereenkomst tussen de gemeente Schaarbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die door de gewestminister bevoegd voor informatica vertegenwoordigd is, goed te keuren, voor de levering van diensten van telecommunicatie in het kader van de ontwikkeling van het netwerk IRISnet 2.0.
2. voor de loten 1 (vaste telefonie en datavervoer) en 2 (mobilofonie) van dit mandaat toe te stemmen
3. volmacht te geven aan het College van de Burgemeesters om de eventuele bijzondere overeenkomsten van uitvoering van het mandaat te ondertekenen

RESSOURCES HUMAINES -- HUMAN RESOURCES

SP 30.- Cadre du personnel - Modification au cadre du Département des Ressources Humaines -- Personeelsformatie - Wijziging van de personeelsformatie van het Departement Human Resources

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu sa délibération du 13 mai 1998 fixant le cadre du personnel;

Considérant l'absence de longue durée d'un agent, secrétaire administratif chef responsable du service Traitements – Pensions ;

Considérant que cet agent bénéficiera de la mise en disponibilité volontaire précédant la pension à la date du 1^{er} mai 2012 ;

Considérant que la question de son remplacement ne peut plus s'envisager de manière provisoire si l'on veut l'assurer avec le professionnalisme requis pour ce genre de matière et qu'il est donc de l'intérêt du service d'investir durablement dans la désignation et la formation d'un nouvel agent pour les matières de traitements et de pensions ;

Considérant que pratiquement, cela pourrait se faire par la création d'1 emploi vu que l'emploi n'est pas encore vacant ;

Considérant par ailleurs qu'un emploi d'adjoint administratif est vacant au service du Personnel ;

Considérant que la complexification des tâches et le volume croissant de travail exigent de faire évoluer les profils de fonction et de pouvoir développer une professionnalisation de plus en plus poussée, une plus grande rapidité d'exécution et une autonomisation accrue de chaque agent du service ;

Considérant qu'il y a lieu d'apporter au cadre du personnel les modifications qui s'imposent ;

Sur propositions du Collège du 21 décembre 2010 ;

Vu l'avis du Comité d'accompagnement du plan de redressement du 27 septembre 2010 ;

Vu le protocole d'accord signé en séance du Comité particulier de négociation du 14 janvier 2011 ;

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

De modifier comme suit le cadre du personnel :

Département des Ressources humaines – service Traitements/Pensions

- création d'1 emploi de secrétaire administratif

Département des Ressources humaines – service Personnel

- transformation d'1 emploi d'adjoint administratif en 1 emploi d'assistant administratif

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117,119 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op haar raadsbesluit van 13 mei 1998 houdende vaststelling van de personeelsformatie;

Overwegende de langdurige afwezigheid van een ambtenaar, administratief hoofdsecretaris verantwoordelijke voor de dienst Wedden – Pensioenen;

Overwegende dat deze ambtenaar van de vrijwillige beschikbaarheid voorafgaand aan de pensionering zal genieten vanaf 1 mei 2012;

Overwegende dat zijn vervanging niet meer tijdelijk beschouwd kan worden als men ze met het voor deze materie vereiste professionnalisme wil verzekeren en als men dus in het belang van de dienst duurzaam wil investeren in de aanduiding en de vorming van een nieuwe ambtenaar voor de materie van wedden en pensioenen;

Overwegende dat dit praktisch gezien zou kunnen gebeuren door de oprichting van 1 betrekking, aangezien de betrekking nog niet vacant is;

Overwegende dat er trouwens een betrekking van administratief adjunct vacant is in de Personeelsdienst ;

Overwegende dat de complexiteit van de taken en de groeiende werkmassa een evolutie van de functieprofielen vereisen en de ontwikkeling van een grotere professionalisering vereist, meer snelheid in de uitvoering van de taken en een grotere autonomie van elk medewerker van de dienst ;

Overwegende dat het past aan de personeelsformatie de nodige wijzigingen aan te brengen;

Op voorstellen van het College van 21 december 2010;

Gelet op het advies van het begeleidingscomité van het saneringsplan van 27 september 2010;

Gelet op het protocol van akkoord ondertekend in vergadering van het onderhandelingscomité op datum van 14 januari 2011;

BESLIST bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen de personeelsformatie als volgt te wijzigen:

Departement Human Resources – Dienst Wedden/Pensioenen

- oprichting van 1 betrekking van administratief secretaris

Departement Human Resources – Personeelsdienst

- wijziging van 1 betrekking van administratief adjunct in 1 betrekking van administratief assistent

**SP 31.- Statut pécuniaire - Modification des échelles de traitement --
Geldelijk statuut - Wijziging van de weddenscalen**

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 119, 145 et 156 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques et plus particulièrement son Article 8 §2 concernant les suppléments de traitement prévus dans le cadre de l'application de la Charte sociale;

Vu la circulaire ministérielle de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 avril 1994 portant harmonisation du statut administratif et révision générale des barèmes du personnel des pouvoirs locaux, autrement appelée Charte sociale;

Vu la délibération du Conseil communal du 24 juin 1998 fixant le statut pécuniaire du personnel communal ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 fixant les échelles de traitement du personnel communal ;

Vu la loi du 9 juillet 1969, telle que modifiée par celle du 25 avril 2007 relative aux pensions du secteur public instaurant un nouveau régime de péréquation par corbeille à partir du 1er janvier 2007;

Vu l'article 8 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations visant notamment à permettre à chacun d'obtenir une estimation individualisée des droits à la pension sur demande ou d'office;

Vu l'arrêté royal du 12 juin 2006 portant exécution du titre III, chapitre II de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de générations stipulant en son Article 9 que les institutions de pension doivent délivrer d'office un aperçu de la carrière au futur pensionné dans l'année au courant de laquelle il atteint l'âge de 55 ans;

Considérant que l'article 8§2 de la loi du juillet 1844 prévoit que les suppléments de traitement sont pris en compte pour le calcul de la pension mais sont toutefois plafonnés aux montants en vigueur en 1998 alors que les cotisations de pension de 7,5% payés par les agents communaux s'appliquent sur les montants cumulés des traitements et des compléments de traitement de codes 2 et 3 en ce compris les revalorisations barémiques ;

Considérant que les données relatives au traitement de référence servant de base au calcul des pensions communiquées au Service des Pensions du Service Public ont toujours tenu compte de l'intégralité des montants sur lesquelles s'applique la cotisation personnelle de 7,5%, sans donner lieu à remarque de la part du SdPSP ;

Considérant qu'afin d'atteindre les objectifs fixés par le pacte entre les générations, les institutions gérant un régime de pension légale ont mis sur pied le programme CAPELO (Carrière Publique Electronique / Elektronische Loopbaan Overheid);

Considérant que, dans le cadre du programme CAPELO, les données relatives à la carrière des membres du personnel des administrations publiques devront être transmises par le biais de la déclaration multifonctionnelle (DmfAPPL) dès le premier trimestre 2011;

Considérant que ces nouvelles mesures représentent une opportunité d'intégrer les suppléments de traitement dans les échelles barémiques ce qui constituera une simplification et permettra d'éviter toute contestation quant à la prise en compte de ces montants dans le calcul des pensions;

Considérant qu'une façon simple d'atteindre ce résultat est de considérer que chaque grade peut être doté soit d'une échelle de traitement unique, soit d'un ensemble d'échelles de traitement comprenant une échelle de base code 1, une première échelle supérieure code 2 et une deuxième échelle supérieure code 3;

Considérant que les adaptations du statut pécuniaire proposées n'enfreignent d'aucune façon les principes de la Charte sociale quant au déroulement de la carrière pécuniaire des membres du personnel;

Considérant que les modifications proposées n'ont aucun impact sur le budget communal étant donné que les montants des traitements octroyés restent inchangés de même que les traitements de référence pour le calcul des pensions;

Vu l'accord du Comité de concertation Commune/CPAS ;

Vu le protocole d'accord signé en séance du Comité particulier de négociation du 14 janvier 2011 ;

Sur proposition du Collège du 11 janvier et du 24 janvier 2011 ;

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

1. Les articles 6, 8, 9, 9bis, 9ter, 10, 11, 12, 16 et 20 du statut pécuniaire sont modifiés comme suit à la date du 1^{er} janvier 2011 :

Article 6

A chaque grade correspond une échelle de traitement **de base code 1** et un régime barémique.

Chaque échelle évolue sur base d'augmentations intercalaires.

Dans chaque niveau figurent **des échelles de traitement supérieures, appelées première échelle supérieure code 2 et deuxième échelle supérieure code 3.**

Des échelles de traitement spécifiques sont toujours liées aux grades de promotion code 4 et aux grades de promotion supérieurs à A2.

Les échelles de promotion sont plafonnées par les échelles A10 attribuées au Receveur communal et au Secrétaire communal adjoint, et A11 attribuée au Secrétaire communal, sur base des dispositions des Articles 28 et 65 de la nouvelle loi communale.

Article 8

Chaque agent commence sa carrière pécuniaire dans **l'échelle de base code 1** du grade de recrutement correspondant.

Tout membre du personnel ayant suivi la formation continuée et sous réserve d'une évaluation favorable, bénéficie après 9 ans d'ancienneté de grade de la **première échelle supérieure code 2.**

Si un membre du personnel suit une formation complémentaire **reconnue comme formation professionnelle**, celui-ci bénéficie après 6 ans d'ancienneté de grade **de cette même première échelle supérieure code 2**, moyennant une évaluation favorable.

Après 18 ans d'ancienneté de grade, à condition d'avoir suivi la formation continuée et d'avoir obtenu une évaluation favorable, le membre du personnel bénéficie **de la deuxième échelle supérieure code 2.**

Article 9

Un membre du personnel qui a au moins 12 ans d'ancienneté de grade bénéficie toutefois déjà de la **deuxième échelle supérieure code 3**, s'il a déjà bénéficié durant 4 ans de la **première échelle supérieure code 2**, s'il a suivi une formation professionnelle **reconnue** et à condition qu'il obtienne une évaluation favorable.

Article 9bis

Les membres du personnel qui bénéficiaient déjà **d'une échelle supérieure (code 2 ou 3)** dans un niveau bénéficieront immédiatement, en cas de promotion au niveau supérieur, de la **première échelle supérieure code 2** de ce nouveau niveau.

Le membre du personnel promu qui **bénéficiait de l'échelle de base code 1** dans son ancien niveau sera inséré dans l'échelle **de base code 1** du nouveau niveau.

Le membre du personnel promu qui **bénéficiait de la première échelle supérieure code 2** dans son ancien niveau est inséré dans **la première échelle supérieure code 2** du nouveau niveau.

Le membre du personnel promu **qui bénéficiait de la deuxième échelle supérieure code 3** dans son ancien niveau **est inséré dans la première échelle supérieure code 2** du nouveau niveau.

Par dérogation à l'article 8, il bénéficie déjà après 6 ans **de la deuxième échelle supérieure code 3** de ce niveau supérieur, s'il satisfait aux autres conditions (formation continuée, évaluation favorable).

Article 9ter

Le membre du personnel titulaire d'un emploi de code 4 dans son niveau, bénéficiera immédiatement, en cas de promotion au niveau supérieur, de la **première échelle supérieure code 2** de ce niveau supérieur. Toutefois, tous les avantages pécuniaires liés à son emploi de code 4 seront maintenus s'ils lui sont plus favorables.

Par dérogation à l'article 8, il bénéficiera déjà après 3 ans de la **deuxième échelle supérieure code 3** de ce niveau supérieur, s'il satisfait aux autres conditions (formation continuée, évaluation favorable).

Article 10

Deux évaluations négatives successives entraînent la suppression de la **dernière échelle supérieure (code 3 vers code 2 ou code 2 vers code 1)** jusqu'à réexamen de la situation lors de la prochaine évaluation.

Sans préjudice du régime disciplinaire, un agent ne peut jamais descendre en dessous de **l'échelle de base code 1 attachée à son grade avec maintien de son ancienneté pécuniaire.**

Article 11

Les **échelles de traitement supérieures (codes 2 et 3)** entrent en ligne de compte pour le calcul de la pension de retraite et de survie.

Article 12

La dernière évaluation avant la mise à la retraite ne peut entraîner la suppression d'une échelle de traitement supérieure (code 2 ou 3) dont l'agent bénéficie.

Article 16

Pour obtenir dans le nouveau niveau les **échelles de traitement supérieures (codes 2 et 3)**, les règles normales sont d'application.

Article 20

Une allocation pour la connaissance de la deuxième langue nationale est accordée aux agents titulaires du brevet de connaissance linguistique requis par les lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Le montant de cette allocation est calculé comme suit :

- **échelle de base code 1 : maximum de l'échelle de base code 1 moins minimum de l'échelle de base code 1 , multiplié par 4 et divisé par le nombre d'augmentations intercalaires.**
- **première échelle supérieure code 2 : maximum de la première échelle supérieure code 2 moins minimum de l'échelle de base code 1 multiplié par 4 et divisé par le nombre d'augmentations intercalaires.**
- **deuxième échelle supérieure code 3 : maximum de la deuxième échelle supérieure code 3 moins minimum de l'échelle de base code 1 multiplié par 4 et divisé par le nombre d'augmentations intercalaires.**

2. Les tableaux des échelles de traitements joints à la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 applicables au 1er janvier 2009 sont remplacés au 1er janvier 2011 par les tableaux figurant en annexe à la présente délibération. Ces échelles de traitements sont rattachées à l'indice-pivot 138,01.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de en 117,119 145 en 156 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op de wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen, en meer bepaald op artikel 8 §2 betreffende de weddensupplementen voorzien in het kader van de toepassing van het Sociaal Handvest;

Gelet op de ministeriële omzendbrief van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28 april 1994 houdende harmonisatie van het administratief statuut en algemene weddenherziening voor het personeel van de plaatselijke besturen ook benoemd "het Sociaal Handvest" ;

Gelet op het raadsbesluit van 24 juni 1998 houdende het geldelijk statuut van het personeel;

Gelet op het raadsbesluit van 29 april 2009 houdende de weddenscalen van het personeel;

Gelet op de wet van 9 juli 1969, zoals gewijzigd door de wet van 25 april 2007 betreffende de pensioenen van de openbare sector houdende instelling van een nieuw perequatiestelsel per korf vanaf 1 januari 2007 ;

Gelet op artikel 8 van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact, dat het voor iedereen mogelijk wil maken om een geïndividualiseerde raming van de pensioenrechten te verkrijgen, op verzoek of ambtshalve;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 juni 2006 tot vaststelling van de titel III, hoofdstuk II van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact dat in artikel 9 bepaalt dat de pensioeninstellingen aan de toekomstige gepensioneerde van ambtswege een loopbaanoverzicht moet bezorgen in het jaar waarin hij de leeftijd van 55 jaar bereikt;

Overwegende dat artikel 8§2 van de wet van 21 juli 1844 vastlegt dat de weddensupplementen voor de berekening van het bedrag van pensioen in aanmerking worden genomen maar zonder enige verhoging na 31 december 1998, terwijl de persoonlijke pensioenbijdrage van 7,5% van de gemeentepersoneelsleden op de cumuleerde bedragen van de wedde en de weddensupplementen van code 2 en code 3 met alle baremische herzieningen berekend zijn;

Overwegende dat de data betreffende de referentiewedde voor de berekening van de pensioenen worden altijd aan de Pensioendienst van de Overheidssector doorgegeven rekening houdend met de totaliteit van de bedragen waarop de persoonlijke bijdrage van 7,5% wordt toegepast, zonder opmerking van de PDOS;

Overwegende dat de instellingen die een regeling van een wettelijk pensioen beheren het programma CAPELO (Carrière Publique Electronique / Elektronische Loopbaan Overheid) op touw hebben gezet teneinde de doelstellingen te verwezenlijken die door het generatiepact werd afgesteld;

Overwegende dat, in het kader van het programma CAPELO, de gegevens betreffende de loopbaan van de personeelsleden van de openbare besturen via de multifunctionele aangifte (DmfAPPL) overgemaakt moeten worden vanaf het eerste kwartaal 2011;

Overwegende dat deze nieuwe maatregelen de gelegenheid bieden om de weddensupplementen te integreren in de baremische weddenscalen, en om bovendien te vermijden dat, voor de berekening van hun pensioen, de personeelsleden het voordeel van de baremische herzieningen op deze supplementen verliezen;

Overwegende dat een eenvoudige manier om dit resultaat te bereiken is te beschouwen dat aan elke graad wordt verbonden hetzij een weddenschaal hetzij een schalenbundel bevattende een basisschaal (code 1), een eerste hogere schaal (code 2) en een tweede hogere schaal (code 3) ;

Overwegende dat de aanpassingen aan het geldelijk statuut voorgesteld in dit ontwerpbesluit op geen enkele wijze de principes van het Sociaal Handvest schenden voor wat het verloop van de geldelijke loopbaan van de personeelsleden betreft;

Overwegende dat deze wijzigingen geen enkel invloed heeft op de begroting van de Gemeente aangezien de bedragen van de toegekende bezoldigingen zowel de referentiewedde voor de berekening van de pensioenen onveranderd blijven;

Gelet op het akkoord van het overlegcomité Gemeente -OCMW;

Gelet op het protocol van akkoord ondertekend in vergadering van het onderhandelingscomité op datum van 14 januari 2011;

Op voorstel van het College van 11 januari en 24 januari 2011;

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. Artikels 6, 8, 9, 9bis, 9ter, 10, 11, 12, 16 et 20 van het geldelijk statuut worden als volgt vervangen op datum van 1 januari 2011:

Artikel 6

Aan elke graad wordt **één basisweddenschaal code 1** en één bezoldigingsregeling verbonden.

Elke schaal evolueert op basis van tussentijdse verhogingen.

In elk niveau bestaan hogere weddenschalen, benoemd de eerste hogere schaal code 2 en de tweede hogere schaal code 3.

Specifieke weddenschalen zijn steeds verbonden aan de bevorderingsgraden code 4 en aan de bevorderingsgraden hoger dan A2.

De bevorderingsschalen zijn bovenaan begrensd door de schalen A10, toegekend aan de Gemeenteontvanger en de Adjunct-gemeentesecretaris en A11, toegekend aan de Gemeentesecretaris, op basis van de beschikkingen van de artikelen 28 en 65 van de nieuwe gemeentewet.

Artikel 8

Elk personeelslid vangt zijn geldelijke loopbaan aan in **de basisschaal code 1** van de overeenkomstige aanwervingsgraad.

Ieder personeelslid die de doorlopende vorming heeft gevolgd en met een gunstige evaluatie, geniet na 9 jaar graadanciënniteit van **de eerste hogere schaal code 2**.

Wanneer door een personeelslid een bijkomende, **erkende** professionele vorming wordt gevolgd, geniet hij al na 6 jaar graadanciënniteit van **dezelfde eerste hogere schaal code 2**, mits een gunstige evaluatie.

Na 18 jaar graadanciënniteit en onder de voorwaarde van het gevolgd hebben van een doorlopende vorming en het bekomen van een gunstige evaluatie, geniet het personeelslid van de **tweede hogere schaal code 3**.

Artikel 9

Een personeelslid dat tenminste 12 jaar graadanciënniteit heeft, geniet echter al **van de tweede hogere schaal code 3**, indien hij/zij reeds 4 jaar **van de eerste hogere schaal code 2** geniet, een **erkende** professionele vorming heeft gevolgd en een gunstige evaluatie krijgt.

Artikel 9bis

De personeelsleden die reeds het genot hadden **van een hogere weddenschaal (code 2 of 3)**, zullen bij bevordering naar een hoger niveau onmiddellijk het voordeel **van de eerste hogere weddenschaal code 2** van dit hoger niveau **genieten**.

Het bevorderde personeelslid dat in zijn oud niveau het genot had **van de basis weddenschaal code 1** zal in het nieuw niveau **in de basis weddenschaal code 1** worden ingeschakeld.

Het bevorderde personeelslid dat in zijn oud niveau het genot had van **de eerste hogere schaal code 2** zal in het nieuw niveau **in de eerste hogere schaal code 2** worden ingeschakeld.

Het bevorderde personeelslid dat zijn oud niveau het genot had van **de tweede hogere schaal code 3** zal in het nieuw niveau **in de eerste hogere schaal code 2** worden ingeschakeld.

In afwijking van artikel 8 zal hij reeds na 6 jaar **de tweede hogere schaal code 3** van dit hoger niveau bekomen, mits aan de overige voorwaarden is voldaan (doorlopende vorming en gunstige evaluatie).

Artikel 9ter

Het personeelslid titularis van een code 4-betrekking in zijn niveau, zal bij bevordering naar een hoger niveau onmiddellijk **in de eerste hogere schaal code 2 ingeschakeld worden**. Hij behoudt tevens alle geldelijke voordelen

verbonden aan de code-4 betrekking, wanneer deze voor hem voordeliger blijven.

In afwijking van artikel 8, zal hij reeds na 3 jaar **de tweede hogere schaal code 3** van dit hoger niveau bekomen, mits aan de overige voorwaarden is voldaan (doorlopende vorming en gunstige evaluatie).

Artikel 10

Twee opeenvolgende negatieve evaluaties leiden tot de opheffing **van de laatste hogere schaal (code 3 naar code 2 of code 2 naar code 1)**, tot de situatie opnieuw wordt onderzocht tijdens de volgende evaluatie.

Onverminderd de tuchtregeling, mag een personeelslid nooit minder worden betaald **dan de basisschaal code 1** verbonden aan zijn graad, met het behouden van zijn geldelijke anciënniteit.

Artikel 11

De **hogere weddenschalen (code 2 en 3)** worden in rekening gebracht voor de berekening van het rust- en overlevingspensioen.

Artikel 12

De laatste evaluatie vóór de opruststelling kan niet in aanmerking worden genomen voor **het opheffen van een hogere weddenschaal (code 2 of 3) waarvan het personeelslid het genot heeft**.

Artikel 16

Om in het nieuwe niveau **de hogere weddenschalen (code 2 en 3) te verkrijgen**, zijn de gewone regels van toepassing

Artikel 20

Een premie voor de kennis van de tweede landstaal wordt toegekend aan de personeelsleden die houder zijn van het getuigschrift van taalkennis vereist door de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 over het taalgebruik in de administratie.

Het bedrag van deze premie wordt als volgt berekend :

- **basisschaal code 1 : maximum van de basisschaal min het minimum van die schaal, vermenigvuldigd met 4 en gedeeld door het aantal tussentijdse verhogingen.**
- **eerste hogere schaal code 2 : maximum van de hogere schaal code 2, min het minimum van de basisschaal code 1, vermenigvuldigd met 4 en gedeeld door het aantal tussentijdse verhogingen.**
- **tweede hogere schaal code 3 : maximum van de tweede hogere schaal code 3, min het minimum van de basisschaal code 1, vermenigvuldigd met 4 en gedeeld door het aantal tussentijdse verhogingen.**

2. De weddenschalen gevoegd aan het raadsbesluit van 29 april 2009 van toepassing op 1 januari 2009 door als bijlage gevoegde tabellen worden vervangen op datum van 1 januari 2011.

Deze weddenschalen worden verbonden aan de spilindex 138,01.

INFRASTRUCTURES == INFRASTRUCTUUR

Bâtiments == Gebouwen

SP 32.- Bâtiment communal sis rue Josaphat 215 - Travaux de transformation et rénovation des locaux - Aménagement du CTA Frans Fischer - Majoration des dépenses - Pour information == Gemeentelijk gebouw gelegen Josafatstraat 215 - Verbouwingswerken en renovatiewerken aan de lokalen - Inrichting van het TC Frans Fischer - Meeruitgave - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 28 voix et 13 abstentions == Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 28 stemmen en 13 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Vu la délibération du 24 juin 2009 par laquelle le conseil communal a arrêté le mode de passation et fixé les conditions du marché de travaux visant à l'aménagement du Centre de Technologie Avancée (CTA) au sein de l'institut technique Frans Fischer – section Ruche, rue Josaphat 215;

Vu le cahier spécial des charges Scha/Infra/2009/017 ;

Vu la délibération du 8 décembre 2009 par laquelle le collège des bourgmestre et échevins désigne l'adjudicataire chargé des travaux pour le prix de 226.389,99 € ;

Vu la délibération du 1^{er} septembre 2010 par laquelle le conseil communal a approuvé les dernières propositions de travaux supplémentaires et a pris pour information la majoration de la dépense d'un montant de 45.610,01 € portant cette dernière à 272.000 € ;

Vu le procès-verbal du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28 décembre 2010 arrêtant le décompte final de l'entreprise à la somme de 278.528,99 € ;

Considérant que le décompte final fait état de travaux supplémentaires pour un montant de 38.223,45 €, d'un dépassement de quantités présumées pour un montant de 2.724,61 € et de révisions de prix de 11.190,94 € ;

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, par 28 voix et 13 abstentions

La décision précitée du collège des bourgmestre et échevins du 28 décembre 2010 actant le montant final des travaux, soit 278.528,99 €.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op zijn besluit van 24 juni 2009, waarbij de Gemeenteraad de gunningswijze goedkeurde en de voorwaarden van de opdracht vaststelde voor de werken met het oog op de inrichting van het Centrum voor Geavanceerde Technologie in het Technisch Instituut Frans Fischer – afdeling Bijenkorf, Josafatstraat 215;

Gelet op het bijzonder bestek Scha/Infra/2009/017;

Gelet op het Collegebesluit van 8 december 2009 houdende aanduiding van de aannemer belast met de werken, voor de prijs van 226.389,99 €;

Gelet op het raadsbesluit van 1 september 2010 houdende goedkeuring van de laatste voorstellen voor meerwerken en nemende ter informatie de verhoging van de uitgave voor een bedrag van 45.610,01 €, waardoor de volledige uitgave op 272.000 € werd gebracht;

Gelet op het Collegebesluit van 28 december 2010 waarbij de eindafrekening van de aanneming werd vastgesteld op 278.528,99 €

Overwegende dat op de eindafrekening meerwerken werden vermeld voor een bedrag van 38.223,45 €, een overschrijding van de vermoedelijke hoeveelheden voor een bedrag van 2.724,61 € en prijsherzieningen voor een bedrag van 11.190,94 €;

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met 28 stemmen en 13 onthoudingen

Voor genoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 december 2010 met als uiteindelijke totale kostprijs van de werken 278.528,99 €.

SP 33.- Maison du citoyen - Projet de sécurisation du bâtiment - Majoration des dépenses - Pour information -- Huis van de Burger - Ontwerp tot de beveiliging van het gebouw - Meeruitgave - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 28 voix et 13 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 28 stemmen en 13 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la décision du conseil communal du 22 décembre 2010 par laquelle il a pris pour information la décision du collège des bourgmestre et échevins du 30 novembre 2010 d'approuver le projet de sécurisation de la maison du citoyen sise place Gaucheret n°20 à 1030 Schaerbeek ;

Considérant que la dépense était estimée à 31.500 € TVAC ;

Considérant que le total des différents appels de prix s'élève à 33.798,38 € TVAC

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 28 décembre 2010 ;

PREND POUR INFORMATION : par appel nominal, par 28 voix et 13 abstentions

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28 décembre 2010 de désigner les différents adjudicataires pour un total de 33.798,38 € TVAC et d'accepter la majoration de la dépense d'un montant de 2298,38 € à imputer sur l'article 842/724-IN-60/51 du budget extraordinaire 2010 et financé par le boni du service extraordinaire.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1 a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het raadsbesluit van 22 december 2010, waarbij de gemeenteraad het Collegebesluit van 30 november 2010 ter informatie nam, betreffende de goedkeuring van het beveiligingsproject van het Huis van de Burger, gelegen Gaucheretplein nr. 20 te 1030 Schaarbeek;

Overwegende dat de kosten werden geraamd op 31.500 € BTWI;

Overwegende dat het totaal van de verschillende prijsaanvragen 33.798,38 €, BTW inbegrepen bedroeg;

Gelet op het Collegebesluit van 28 december 2010;

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met 28 stemmen en 13 onthoudingen

Het Collegebesluit van 28 december 2010 houdende aanduiding van de verschillende aannemers voor een totaal bedrag van 33.798,38 € BTW inbegrepen en aanvaarding van de meeruitgave ten belope van 2298,38 €, aan te rekenen op artikel 842/724-IN-60/51 van de buitengewone begroting over 2010 en te financieren met de boni van de buitengewone dienst.

SP 34.- Maison de quartier sise chaussée de Haecht - Rénovation de la façade arrière - Majoration des dépenses - Pour information -- Wijkhuis gelegen Haachtsesteenweg - Vernieuwing van de achtergevel - Meeruitgave - Ter informatie

M. Bouhjar intervient

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 28 voix et 13 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 28 stemmen en 13 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu la décision du conseil du 9 septembre 2009 de rénover la maison de quartier sise 535 chaussée de Haecht ;

Considérant que le chantier a débuté en septembre 2010;

Considérant qu'il est apparu qu'au cours des travaux de demolition, des travaux supplémentaires devaient être exécutés; notamment il s'est avéré que les faux-plafonds devaient être remplacés et recouverts de voiles de verre, les moulures devaient être refaites à l'ancienne et les appareils d'éclairage adaptés, les plinthes devaient être repeintes afin de les protéger.

Considérant qu'il est également apparu que les portes actuelles qui ferment les cages d'escalier devaient être remplacées par des porte coupe-feu ;

Considérant que ces travaux supplémentaires ont été approuvés par le fonctionnaire dirigeant ;

Vu les décisions du collège des 30 novembre 2010 et 14 décembre 2010 par lesquelles il a décidé :

1. d'approuver les décomptes 1, 2 et 3 pour un montant de 28.979,20 € t vac
2. d'imputer la dépense à l'article 842/724 IN-60/51, dont le solde disponible est suffisant
3. de financer la dépense par l'emprunt.

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, par 28 voix et 13 abstentions

Les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 30 novembre 2010 et 14 décembre 2010.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen en haar laatste wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en haar latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en zijn latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3 § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, bijlage bij het voornoemd koninklijk besluit van 26 september 1996, en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het raadsbesluit van 9 september 2009 om het buurthuis, gelegen Haachtsesteenweg 535, te renoveren;

Overwegende dat de werken werden aangevat in september 2010;

Overwegende dat tijdens de afbraakwerkzaamheden is gebleken, dat bijkomende werken zouden moeten worden uitgevoerd; er werd voornamelijk vastgesteld dat de valse plafonds vervangen zouden moeten worden en bedekt met een glasvlies, de lijstwerken hersteld in hun oude staat, de verlichtingapparaten aangepast en de plinten worden voorzien van een beschermingslaag;

Overwegende dat eveneens bleek dat de huidige deuren, die de trappenhallen afsluiten, vervangen moeten worden door brandvrije deuren;

Overwegende dat deze meerwerken goedgekeurd werden door de leidende ambtenaar;

Gelet op de beslissingen van het college van 30 november 2010 en 14 december 2010, houdende:

1. goedkeuring van de verrekeningen 1, 2 en 3 voor een bedrag van 28.979,20 EUR BTW inbegrepen;
2. aanrekening van de uitgave op artikel 842/724 IN-60/51, waarvan het beschikbare saldo toereikend is;
3. financiering van de kosten met een lening

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met 28 stemmen en 13 onthoudingen
Voorname besluiten van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 november 2010 en 14 december 2010.

SP 35.- Cimetière communal - Assainissement des terres polluées - Majoration des dépenses - Pour information ==- Gemeentelijke begraafplaats - Draineren van de vervuilde gronden - Meeruitgave - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 28 voix et 13 abstentions ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 28 stemmen en 13 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993- en particulier son article 17 § 2, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27 - modifiant la nouvelle loi communale;

Vu que le conseil communal en sa séance du 30 novembre 2009 a approuvé les conditions et mode de passation du marché de dépollution des terres du cimetière ;

Considérant que le collège a lancé deux appels à la concurrence, aucune offre conforme n'ayant été déposée lors du premier appel à la concurrence ;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins du 24 août 2010 de désigner l'adjudicataire pour l'excavation des terres ;

Considérant que la plupart des postes du métré sont des postes en quantités présumées dont notamment le nombre de tonnes de terres à excaver et à dépolluer ;

Considérant que le tonnage présumé a été dépassé ;

Considérant le surcoût de l'ordre de 11.730, 54 € TVA Comprise

Vu la décision du 25 janvier 2011 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé de :

- 1) d'approuver le coût total des travaux d'un montant de 72.782,08 € TVAC ;
- 2) imputer la dépense sur l'article 878/721 IN-60/52
- 3) financer la dépense par le boni du service extraordinaire
- 4) d'accorder la réception provisoire des travaux
- 5) de libérer le cautionnement

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, par 28 voix et 13 abstentions

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 25 janvier 2011.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de goedkeuring door de Gemeenteraad, in zitting van 30 november 2009, van de voorwaarden en de gunningswijze van de opdracht betreffende de sanering van de bodem van de begraafplaats;

Overwegende dat het College twee oproepen tot mededinging heeft uitgeschreven, omdat er bij de eerste oproep geen enkele conforme offerte werd ingediend;

Gelet op het collegebesluit van 24 augustus 2010 tot aanduiding van de aannemer voor de uitgraving van de gronden;

Overwegende dat de meeste posten van de meetstaat posten zijn met vermoedelijke hoeveelheden, waaronder voornamelijk het aantal ton uit te graven en te saneren aarde;

Overwegende dat de vermoedelijke tonnage werd overschreden;

Overwegende de meerkost van om en bij 11.730,54 € BTW inbegrepen;

Gelet op het Collegebesluit van 25 januari 2011 houdende:

- 1) goedkeuring van de totale kosten van de werken voor een bedrag van 72.782,08 € BTW inbegrepen;
- 2) aanrekening van de uitgave op artikel 878/721 IN-60/52
- 3) financiering van de kosten met de boni van de buitengewone dienst
- 4) het toestaan van de voorlopige oplevering van de werken
- 5) het vrijgeven van de borgtocht

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met 28 stemmen en 13 onthoudingen

Het Collegebesluit van 25 januari 2011.

SP 36.- Ecole 11/13 - Etude de la restauration des sgraffites de la cour - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- School 11/13 - Studie voor het restaureren van de graffito op de binnenplaats - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1^a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 septembre 2008 classant comme monument certaines parties de l'école sise avenue de Roodebeek 59, 61 et 103 ;

Considérant que les sgraffites situés en haut des façades de la cour de l'école sont détériorés et doivent être restaurés ;

Vu le procès-verbal du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28 décembre 2010 par lequel il décide;

1. d'arrêter le mode de passation et les conditions du marché : procédure négociée sans publicité, après consultation de trois restaurateurs spécialisés, aux conditions du cahier spécial des charges n° Scha/Infra/2010/086;
2. d'imputer la dépense estimée à 7.350 € à l'article 722/733-IN-60/51 de 2010;
3. de solliciter des subsides régionaux et de financer la part communale dans la dépense par un emprunt.

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité
La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28 décembre 2010.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 25 september 2008, waarbij sommige delen van de school, gelegen Roodebeeklaan 59, 61 en 103, op de bewaarlijst werden geplaatst;

Overwegende dat de sgraffiti bovenaan de gevels aan de speelplaats van de school beschadigd zijn en dienen te worden gerestaureerd;

Gelet op het Collegebesluit van 28 december 2010, houdende:

1. vaststelling van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van 3 gespecialiseerde restaurateurs, aan de voorwaarden van het bijzonder bestek Scha/Infra/2010/086;
2. aanrekening van de uitgave, geraamd op 7.350 EUR, op artikel 722/733-IN-60/51 van 2010;
3. de aanvraag van gewestsubsidies en de financiering van het gemeentelijke aandeel met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 december 2010.

SP 37.- Hôtel communal - Installation d'un système de climatisation pour le système UPS (Informatique) - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -=- - Gemeentehuis - Plaatsen van een airconditioning voor het systeem UPS (Informatica) - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993- en particulier son article 17 § 2, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et en particulier les articles 10 § 2.15.17.18.20.21 et 22, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27 - modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant que lorsque la température est trop élevée dans le local informatique qui abrite le serveur de l'hôtel communal, cela entraîne des perturbations sur le réseau informatique ;

Considérant qu'il est dès lors indiqué de faire installer un système de climatisation afin de garder une température égale ;

Vu la décision du 28 décembre 2010 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé de :

- 1) Confier à une entreprise privée les travaux d'installation d'un système de climatisation dans le local informatique qui abrite le serveur informatique de l'hôtel communal après avoir consulté 3 firmes spécialisées dans ce domaine ;
- 2) imputer la dépense estimée à 7177,18 € TVAC à l'article 104/724 IN-60/51 du budget extraordinaire de 2010
- 3) financer la dépense par l'emprunt ;

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28 décembre 2010.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, inzonderheid de artikelen 10 § 2.15.17.18.20.21 en 22, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat wanneer de temperatuur in het informaticalokaal waar zich de server van het gemeentehuis bevindt te hoog is, er storingen worden veroorzaakt op het informaticanetwerk;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is er een airconditioninginstallatie te plaatsen om er een constante temperatuur te bekomen; Gelet op het Collegebesluit van 28 december 2010, waarbij beslist werd:

1. aan een privé-firma de werken toe te vertrouwen voor de plaatsing van een airconditioninginstallatie in het informaticalokaal waar zich de server van het gemeentehuis bevindt, na raadpleging van 3 gespecialiseerde firma's;
2. de uitgave, geraamd op 7.177,18 EUR, BTW inbegrepen, aan te rekenen op artikel 104/724-IN-60/51 van de buitengewone begroting over 2010;
3. het gemeentelijke aandeel te financieren met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 december 2010.

Espaces Publics -=- Openbare ruimten

SP 38.- Convention entre la commune de Schaerbeek et le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'octroi d'un subside pour l'organisation de la Fête du Sacrifice - Approbation -=- Overeenkomst tussen de gemeente Schaerbeek en het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk gewest betreffende de toekenning van een toelage voor het organiseren van het Offerfeest - Goedkeuring

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une subvention de 25.000 € aux communes d'Anderlecht, de Bruxelles-Ville, de Molenbeek-Saint-Jean et de Schaerbeek pour l'organisation d'un abattoir temporaire dans le cadre de la fête du Sacrifice 2010 ;

Vu les termes de la convention qui nous est proposée par le ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que la commune organise chaque année un abattoir temporaire pour permettre l'abattage des moutons ;

Considérant que la commune s'associe chaque année à deux autres communes bruxelloises et autorise ainsi le sacrifice des moutons des habitants de ces communes ;

Considérant que cette organisation engendre des frais importants en achat de matériel, location de chapiteau, frais de personnel, assurance...

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 28 décembre 2010 par laquelle il a approuvé les termes de la convention octroyant un subside de 25.000 € à la commune pour l'organisation d'un abattoir temporaire pour la fête du sacrifice ;

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité d'approuver le texte de la convention déposée au dossier relative à l'octroi d'un subside de 25.000 € à la commune pour l'organisation d'un abattoir temporaire pour la fête du sacrifice .

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat een subsidie van 25.000 EUR toekent aan de gemeenten van Anderlecht, Brussel-Stad, Molenbeek-Sint-Jan en Schaerbeek voor de organisatie van een tijdelijk slachthuis in het kader van het Offerfeest 2010;

Gelet op de voorwaarden van de overeenkomst die voorgesteld zijn door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende dat de gemeente ieder jaar een tijdelijk slachthuis inricht om de slachting van schapen toe te laten;

Overwegende dat de gemeente zich ieder jaar betreft bij de twee andere Brusselse gemeenten en bijgevolg instemt met het offer van schapen van de bewoners van deze gemeenten;

Overwegende dat deze organisatie belangrijke kosten genereert door aankoop van materiaal, huur van grote tenten, personeelskosten, verzekeringen, ..;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 28 december 2010 waarbij de voorwaarden van de overeenkomst, die een subsidie van 25.000 EUR aan de gemeente toekennen voor de organisatie van een tijdelijk slachthuis voor het Offerfeest, werd goedgekeurd;

BESLIST : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen de tekst van de gevoegde overeenkomst bij het dossier, betreffende de toekenning van een subsidie van 25.000 EUR aan de gemeente voor de organisatie van een tijdelijk slachthuis voor het Offerfeest, goed te keuren.

Voirie == Voirie

SP 39.- Plan hygiénique rues d'Aerschot et de Quatrecht - Nouveau mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation == Hygiénisch plan Aarschot-Kwatrechtstraat - Nieuwe wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

M. Dönmez intervient

Mme la Bourgmestre ff répond

DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17, §3, 1^o relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu le Fonds Politique des Grandes Villes – Convention 2010 ;

Vu sa décision du 1^{er} septembre 2010 par laquelle il fixe les conditions du marché relatif au plan hygiénique rues d'Aerschot et de Quatrecht, ayant pour objet la démolition des urinoirs existants et l'aménagement d'urinoirs modernes et d'une toilette publique accessible aux personnes à mobilité réduite, choisit l'adjudication publique comme mode de passation du marché et décide de financer la dépense dans le cadre du Fonds Politique des Grandes Villes ;

Considérant que le budget des travaux était estimé à 390.000€ (révision et tva comprises) ;

Vu la lettre du 10 novembre 2010, par laquelle le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Service de la Tutelle, signale que la délibération du Conseil communal du 1^{er} septembre 2010 est devenue exécutoire par expiration du délai;

Vu l'avis de marché publié le 24 novembre 2010 au Bulletin des Adjudications;

Vu le procès-verbal d'ouverture des offres dressé le 13 décembre 2010 et 17 décembre 2010 ;

Vu le rapport du 21 décembre 2010 ainsi que le tableau comparatif des offres dressés par le bureau d'études Voirie ;

Considérant que l'offre régulière la plus basse s'élève à 534.373,99€ tva ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins du 18 janvier 2011 de ne pas donner suite à l'adjudication publique, les prix introduits étant jugés inacceptables ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

- 1) de retenir un nouveau mode de passation pour le marché relatif au plan hygiénique rues d'Aerschot et de Quatrecht, ayant pour objet la démolition des urinoirs existants et l'aménagement d'urinoirs modernes et d'une toilette publique accessible aux personnes à mobilité réduite : procédure négociée avec publicité, conformément à l'article 17, §3, 1^o de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
- 2) de fixer les conditions du marché telles qu'énoncées dans le cahier spécial des charges Scha/Infra/2010/041-BIS;
- 3) d'approuver le texte de l'avis de marché à publier dans le bulletin des Adjudications énonçant notamment les critères de sélection qualitative des soumissionnaires;
- 4) d'imputer la dépense estimée à 390.000 € à l'article 421/735-IN 60 /53 du budget extraordinaire de 2011, tenant compte, conformément à la circulaire régionale du 2 août 2006, de la révision des prix et de l'éventuel dépassement des quantités présumées;
- 5) de financer la dépense à l'aide du Fonds Politique des Grandes Villes.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 3 1^o - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het Fonds Grootstedenbeleid – conventie 2010;

Gelet op zijn besluit van 1 september 2010, waarbij de voorwaarden van de opdracht betreffende het hygiëneplan in de Aerschot- en Kwatrechtstraat, met als voorwerp het slopen van de bestaande urinoirs en de inrichting van moderne urinoirs en een openbaar toilet toegankelijk voor personen met beperkte mobiliteit, werden vastgesteld, de openbare aanbesteding als gunningswijze werd gekozen en waarbij beslist werd de uitgave te financieren in het kader van het Fonds Grootstedenbeleid;

Overwegende dat de kostenraming voor deze werken 390.000 € bedroeg (prijsherziening en BTW inbegrepen);

Gelet op de brief van 10 november 2010, waarbij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Dienst Toezicht, laat weten dat het raadsbesluit van 1 september 2010 uitvoerbaar is geworden door het verstrijken van de termijn;

Gelet op het bericht van opdracht gepubliceerd in het Bulletin der Aanbestedingen van 24 november 2010;

Gelet op het proces-verbaal van opening van de offertes opgemaakt op 13 december 2010 en 17 december 2010;

Gelet op het verslag van 21 december 2010, alsook de vergelijkende tabel van de offertes, opgemaakt door het studie bureau Wegen;

Overwegende dat de laagste regelmatige offerte 534.373,99 € BTWI bedraagt;

Gelet op het Collegebesluit van 18 januari 2011 om geen gevolg te geven aan de openbare aanbesteding, aangezien de ingediende prijzen onaanvaardbaar zijn;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. een nieuwe gunningswijze te weerhouden voor de opdracht met betrekking tot het Hygiëneplan Aarschot- en Kwatrechtstraat, met als voorwerp het slopen van de bestaande urinoirs en de inrichting van nieuwe urinoirs en van een openbaar toilet, toegankelijk voor personen met beperkte mobiliteit: onderhandelingsprocedure met bekendmaking, overeenkomstig artikel 17, §3, 1° van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;
2. de voorwaarden van de opdracht vast te stellen zoals vermeld in het bijzonder bestek Scha/Infra/2010/041-BIS;
3. de tekst goed te keuren van het in het Bulletin der Aanbestedingen te publiceren bericht van opdracht, waarin de kwalitatieve selectiecriteria van de inschrijvers vermeld staan;
4. de uitgave, geraamd op 390.000 €, aan te rekenen op artikel 421/735-IN 60/53 van de buitengewone begroting over 2011, rekening houdend, in overeenstemming met de gewestelijke omzendbrief van 2 augustus 2006, met de prijsherziening en de eventuele overschrijding van de vermoedelijke hoeveelheden;
5. de uitgave te financieren met behulp van het Fonds voor het Grootstedenbeleid.

**SP 40.- Aménagement de la zone 30 "Linthout" - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation --
Inrichting van de zone 30 "Linthout" - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring**

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 28 voix et 13 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 28 stemmen en 13 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu la décision du 12 février 2008 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a arrêté les termes du projet de contrat, pour une mission d'étude et de direction des travaux en vue de l'aménagement de zones 30 sur le territoire de la commune de Schaarbeek ;

Vu sa délibération du 20 février 2008 par laquelle il a ratifié la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 février 2008;

Vu la décision du 15 avril 2008 par laquelle le Collège des Bourgmestres et Echevins désigne l'adjudicataire pour l'exécution de la mission pour un montant de 80.000 € (TVA incluse);

Vu le projet dressé par le Bureau d'Etudes/adjudicataire pour l'aménagement de la zone 30 « Linthout » délimitée par le boulevard Reyers, l'avenue de Roodebeek, la rue du Noyer et la limite communale qui emprunte les rues de l'Orme, de Linthout et Vergote, cahier spécial des charges n° Scha/Infra/2011/001;

Considérant que le coût total des travaux est estimé à 179.485,71 €, TVA incluse. Que cette estimation est à majorer conformément à la circulaire régionale du 2 août 2006, pour la révision des prix et l'éventuel dépassement des quantités présumées;

DECIDE : par appel nominal, par 28 voix et 13 abstentions

- 1) d'approuver le projet relatif aux travaux d'aménagement de la zone 30 « Linthout » délimitée par le boulevard Reyers, l'avenue de Roodebeek, la rue du Noyer et la limite communale qui emprunte les rues de l'Orme, de Linthout et Vergote, comprenant le cahier spécial des charges, les plans, les métrés descriptif, récapitulatif et estimatif et le plan général de sécurité et de santé (PGSS);
- 2) de passer le marché sur base de l'adjudication publique;
- 3) de fixer les conditions du marché telles qu'énoncées dans le cahier spécial des charges Scha/Infra/2011/001;
- 4) d'approuver le texte de l'avis de marché à publier dans le bulletin des Adjudications énonçant notamment les critères de sélection qualitative des soumissionnaires;
- 5) d'imputer la dépense estimée à 200.000 € à l'article 421/735-IN 60 /53 du budget extraordinaire de 2011, tenant compte, conformément à la circulaire régionale du 2 août 2006, de la révision des prix et de l'éventuel dépassement des quantités présumées;
- 6) de financer la dépense au moyen d'un emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het Koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het Koninklijk besluit van 26 september 1996, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de beslissing van 12 februari 2008 waarbij het college van burgemeester en schepenen de voorwaarden van het ontwerpcontract hebben vastgesteld, voor een studieopdracht en de leiding van de werken met het oog op de inrichting van de zones 30 op het grondgebied van Schaarbeek;

Gelet op zijn raadsbesluit van 20 februari 2008 waarbij hij het besluit van het college van burgemeester en schepenen van 12 februari 2008 heeft geratificeerd;

Gelet op de beslissing van 15 april 2008 waarbij het college van burgemeester en schepenen de aannemer aanduidt voor de uitvoering van de opdracht voor een bedrag van 80.000 EUR (BTW inbegrepen);

Gelet op het ontwerp, opgemaakt door het studiebureau / de aannemer voor de inrichting van de zone 30 "Linthout", afgebakend door de Auguste Reyerslaan, de Roodebeeklaan, de Notelaarstraat en de gemeentelijke grens, gevormd door de Olm-, Linthout- en Vergotestraat; het bijzonder bestek nr. Scha/Infra/2011/001;

Overwegende dat de totale kostprijs voor deze werken werd geraamd op 179.485,71 €, BTW inbegrepen; dat deze raming dient te worden verhoogd, in overeenstemming met de gewestelijke omzendbrief van 2 augustus 2006, voor de prijsherziening en de eventuele overschrijding van de vermoedelijke hoeveelheden;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 28 stemmen en 13 onthoudingen

1. het ontwerp goed te keuren betreffende de inrichtingswerken van de zone 30 "Linthout", afgebakend door de Auguste Reyers-, de Roodebeeklaan, de Notelaarstraat en de gemeentelijke grens, gevormd door de Olm-, Linthout - en Vergotestraat. Het ontwerp omvat het bijzonder bestek, de plannen, de beschrijvende en samenvattende meetstaten en de kostenraming, alsook het Algemeen Veiligheids- en Gezondheidsplan (AVGP);
2. de opdracht te gunnen op basis van een openbare aanbesteding;
3. de voorwaarden van de opdracht vast te stellen zoals vermeld in het bijzonder bestek Scha/Infra/2011/001;
4. de tekst goed te keuren van het in het Bulletin der Aanbestedingen te publiceren bericht van opdracht, waarin de kwalitatieve selectiecriteria van de inschrijvers vermeld staan;
5. de uitgave, geraamd op 200.000 €, aan te rekenen op artikel 421/735-IN 60/53 van de buitengewone begroting over 2011, rekening houdend, in overeenstemming met de gewestelijke omzendbrief van 2 augustus 2006, met de prijsherziening en de eventuele overschrijding van de vermoedelijke hoeveelheden;
6. de kosten te financieren met een lening;

Rénovation urbaine -- Stadsrenovatie

SP 41.- Nouveau contrat de quartier durable Coteaux-Josaphat - Prendre acte -- Nieuw duurzaam wijkcontract Wijnheuvelen-Josafat - Akteneming

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 28 voix et 13 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 28 stemmen en 13 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27 - modifiant la nouvelle loi communale;

Vu l'Ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 2010, portant exécution de cette Ordonnance;

Considérant que la candidature de Schaerbeek a été retenue par la Région pour l'obtention d'un contrat de quartier durable pour le périmètre Coteaux Josaphat;

Considérant qu'un contrat de quartier durable doit faire l'objet d'une étude préalable, prévue par l'Ordonnance du 28 janvier 2010;

Considérant qu'il convient de confier l'entièreté de cette étude à un bureau d'étude;

Considérant que la dépense de 81.070 € TVA comprise, sera entièrement subsidiée;

Considérant que l'ordonnance du 28 janvier 2010 prévoit que les communes disposent d'un délai de dix mois à compter de la notification de la Région pour transmettre leur programme au Gouvernement;

Considérant que le dépôt du programme a été fixé par la Région au 31 octobre 2011 au plus tard;

Vu la décision du 11 janvier 2011 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins décide

- 1) d'approuver le principe de lancer un nouveau contrat de quartier sur le territoire communal;
- 2) de confier au secteur privé la mission d'auteur de projet de l'entièreté de l'étude préalable à la réalisation de ce contrat de quartier;
- 3) d'approuver le mode de passation du marché de services par procédure négociée sans publicité après consultation de 4 bureaux ;
- 4) d'arrêter les termes du projet de cahier spécial des charges n°CQD CJ/01 et du projet de convention « Commune - auteur du projet », joints au dossier, pour la réalisation de cette étude;
- 5) d'imputer la dépense de 81.070 € TVA comprise pour frais d'études, subsidiée à 100 % à l'article 922/733-CQ-60/08 du budget 2011, sous réserve de son approbation;

PREND CONNAISSANCE par appel nominal, par 28 voix et 13 abstentions de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevin du 11 janvier 2011

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 mei 2010 tot uitvoering van deze ordonnantie;

Overwegende dat de kandidatuur van Schaarbeek voor het bekomen van een duurzaam wijkcontract voor de perimeter "Wijnheuvelen-Josafat" door het Gewest werd weerhouden;

Overwegende dat een wijkcontract het voorwerp van een voorafgaandelijke studie moet uitmaken, voorzien door de ordonnantie van 28 januari 2010;

Overwegende dat het aangewezen is deze studie aan een studiebureau toe te vertrouwen;

Overwegende dat de uitgave, begrensd tot 81.070, € BTW inbegrepen, volledig zal worden betoelaagd;

Overwegende dat de ordonnantie van 28 januari 2010 voorziet dat de gemeenten over een termijn van tien maanden beschikken te rekenen vanaf de kennisgeving van het besluit van de Regio om hun programma aan de Regering te bezorgen;

Overwegende dat het basis dossier moet neergelegd worden vóór 31 oktober 2011;

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 januari 2010 houdende:

1. goedkeuring van het principe van de opstart van een nieuw wijkcontract op het gemeentelijk grondgebied goed te keuren;
2. de opdracht van ontwerp van de realisatie van dit wijkcontract en de totale uitwerking en voorafgaandelijke studie toe te vertrouwen aan de privé-sector;
3. goedkeuring van de gunningwijze van de opdracht van de studieopdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking na raadpleging van 4 bureau's;
4. de tekst van de bij het dossier gevoegde ontwerpen van bijzonder lastenboek nr. CQD WJ/01 en van overeenkomst Gemeente – ontwerper voor de uitvoering van deze studie vast te leggen;
5. de studiekosten, voor 100 % betoelaagd en begrensd tot 81.070€ BTW inbegrepen, in te schrijven op artikel 922/733-CQ-60/08 van de begroting 2011, onder voorbehoud van haar goedkeuring;

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met 28 stemmen en 13 onthoudingen

Voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 januari 2011

Gestion immobilière -- Vastgoedbeheer

SP 42.- Boutique de quartier - prise en location d'un rez-de-chaussée sis rue Richard Vandevelde, 85 -- Wijkwinkel - In huur name van een gelijkvloers gelegen Richard Vandeveldestraat, 85 (voir annexes - zie bijlage)

M. Van Gorp intervient

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 14.12.2010 marquant son accord sur la prise en location du rez-de-chaussée sis rue Richard Vandevelde 85 dans le cadre du projet « Boutique de quartier »

Vu l'octroi de subsides pour les frais de fonctionnement ;

Considérant qu'il y a lieu de faire suite à cette décision ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. de prendre en location pour une durée de 9 ans du rez-de-chaussée sis rue Richard Vandevelde 85 dans le cadre du projet « boutique de quartier » à partir du 01.02.2011 à raison de 1.100 €/mois + 40 € d'avance sur charges dont 50 % seront à charge de l'asbl RENOVAS
2. D'imputer les dépenses locatives mensuelles à l'article 104/126 DS -01/22

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op zijn beraadslaging dd.14.12.2011 houdende zijn akkoord met de in huur name van het gelijkvloers Richard Vandeveldestraat 85 in het raam van het project "wijkwinkel"

Gelet op de toekenning van toelagen voor de werkingskosten;

Overwegende dat het betaamt gevolg te geven aan deze beslissing;

- BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen
1. Het gelijkvloers gelegen Richard Vandeveldestraat 85 in huur te nemen voor een over 9 jaar in het raam van het project "wijkwinkel" vanaf 01.02.2011 naar rato van 1.100 €/maand + 40€ voorschot op lasten waarvan 50% zalgedragen worden door de VZW RENOVA'S
 2. De maandelijkse huuruitgaven te boeken op artikel 104/126 DS-01/22

Contrat de quartier ==- Wijkcontract

SP 43.- Navez-Portaels - Opérations 5 B 4 - Convention ISP façade avec l'asbl Régie de Quartier ==- Navez-Portaels- Operatie 5 B 4 - ISP Overeenkomst gevel met de vzw "Régie de Quartier" (voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

- Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu l'ordonnance du 7 octobre 1993, organique de la revitalisation des quartiers ;
Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 février 1994 portant exécution de cette ordonnance ;
Vu l'arrêté de l'Exécutif du 20 septembre 2001 modifiant l'arrêté précité ;
Vu l'arrêté de l'Exécutif du 18 décembre 2008 approuvant le programme du contrat de quartier Navez-Portaels ;
Vu que l'opération 5B4 du contrat de quartier prévoit la rénovation de façade dans le cadre d'une entreprise d'insertion socioprofessionnelle ;
Considérant que c'est l'asbl Régie de Quartier qui mènera cette opération ;
Considérant que cette opération est subsidiée par la Région à concurrence de 100% ;
Considérant qu'il est nécessaire d'établir une convention tripartite régissant les droits et devoirs de chaque partenaire (opérateur, Commune, Région)
Vu le projet de convention dressé à cette fin ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 25 janvier 2011;
- EST INFORME : par appel nominal, à l'unanimité
- 1° de l'approbation par le Collège du projet de convention entre la Région de Bruxelles-Capitale, la commune et l'asbl Régie de Quartier pour la réalisation de l'opération 5B4 ISP façade ;
 - 2° de la subvention de cette opération par la Région à concurrence de 100 %.

DE GEMEENTERAAD

- Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 24 december 1993 met betrekking tot openbare aanbestedingen voor werken en sommige aanbestedingen voor werken, leveringen en diensten;
Gelet op de organieke ordonnantie van 7 oktober 1993 inzake de herwaardering van de wijken;
Gelet op het besluit van de Executieve van 3 februari 1994 inzake de uitvoering van deze ordonnantie;
Gelet op het besluit van de Executieve van 20 september 2001 die voornoemd besluit wijzigt;
Gelet op het besluit van de Executieve van 18 december 2008 dat het programma van het wijkcontract Navez-Portaels goedkeurt;

Overwegende dat de operatie 5B4 van het wijkcontract de renovatie van de gevel voorziet in het kader van een onderneming voor sectioprofessionele integratie;

Overwegende dat de vzw Régie de Quartier deze operatie zal leiden;

Overwegende dat deze operatie voor 100% wordt gesubsidieerd door het Gewest;

Overwegende dat het nodig is een driepartijen overeenkomst op te stellen die de rechten en plichten van elke partner (operator, gemeente, Gewest) regelt;

Gelet op het project van overeenkomst dat hiertoe werd opgesteld;

Op voorstel namens het College van Burgemeester en Schepenen op 25 januari 2011;

WORDT GEÏNFORMEERD : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

inzake

1° de goedkeuring door het College van het project van overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de gemeente en de vzw Régie de Quartier voor de verwezenlijking van de operatie 5B4 SPI gevel;

2° de subsidiëring voor 100% van deze operatie door het Gewest.

SP 44.- Navez-Portaels - Opération 5 B - Avenant aux conventions 5B5, 5B7a, c, d, e et 5B8c -- Navez-Portaels- Operatie 5 B - Aansluiting aan de overeenkomsten 5B5, 5B7a, c, d, e en 5B8c

(voir annexes - zie bijlage)

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'ordonnance du 7 octobre 1993, organique de la revitalisation des quartiers ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 février 1994 portant exécution de cette ordonnance ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 20 septembre 2001 modifiant l'arrêté précité ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 18 décembre 2008 approuvant le programme du contrat de quartier Navez-Portaels ;

Vu les conventions tripartite du 12 juin 2009 relative aux réalisations des opérations 5B5 « cap emploi », 5B7c « court métrage Cage aux Ours », 5B7e « couleur pavé » et 5B8c « pour un quartier où les femmes sont autonomes, épanouies et actives », dans le cadre du contrat de quartier ;

Vu l'approbation par la Ministre E. Huytebroeck des modifications du programme du contrat de quartier Navez-Portaels, notifiée aux Bourgmestre et Échevins le 22 décembre 2010 ;

Vu la modification des montants des subsides ;

Considérant que ces opérations sont subsidiées par la Région à concurrence de 100% ;

Considérant qu'il est nécessaire d'établir, pour chaque opérateur, un avenant à la convention tripartite (opérateur, Commune, Région)

Que ces conventions définissent les droits et obligations de chacune des parties ;

Vu le projet d'avenant à la convention dressé à cette fin ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 25 janvier 2011;

- EST INFORME : par appel nominal, à l'unanimité
- 1° de l'approbation du Collège des projets des ave nants aux conventions de la Mission Locale, des asbl Patrimoine à roulettes, Zumba, Le Vide Technique, RenovaS et Feza ;
 - 2° de la subsidiation de ces opérations par la Rég ion à concurrence de 100 %.

DE GEMEENTERAAD

- Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
- Gelet op de wet van 24 december 1993 met betrekking tot openbare aanbestedingen voor werken en sommige aanbestedingen voor werken, leveringen en diensten;
- Gelet op de organieke ordonnantie van 7 oktober 1993 inzake de herwaardering van de wijken;
- Gelet op het besluit van de Executieve van 3 februari 1994 inzake de uitvoering van deze ordonnantie;
- Gelet op het besluit van de Executieve van 20 september 2001 die voornoemd besluit wijzigt;
- Gelet op het besluit van de Executieve van 18 december 2008 dat het programma van het wijkcontract Navez-Portaels goedkeurt;
- Gelet op de driepartijen overeenkomst van 12 juni 2009 inzake de verwezenlijkingen van de operaties "cap emploi", 5B7c "kortfilm Berenkuil", 5B7e "couleur pavé" en 5B8c "voor een wijk waar vrouwen autonoom zijn, opbloeien en actief zijn" in het kader van het wijkcontract;
- Gelet op de goedkeuring door Minister E. Huytebroeck van de wijzigingen aan het programma van het wijkcontract Navez-Portaels, op 22 december 2010 gemeld aan de Burgemeester en Schepenen;
- Gelet op de wijziging van de bedragen van de subsidies;
- Overwegende dat deze operaties voor 100% worden gesubsidieerd door het Gewest;
- Overwegende dat het nodig is om, voor elke operator, een aanhangsel bij de driepartijen overeenkomst op te stellen (operator, Gemeente, Gewest)
- Dat deze overeenkomsten de rechten en verplichtingen bepalen van elke partij;
- Gelet op het project van aanhangsel bij de overeenkomst dat hiertoe werd opgesteld;
- Op voorstel namens het College van Burgemeester en Schepenen op 25 januari 2011;
- WORDT GEÏNFORMEERD : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen
- inzake
- 1° de goedkeuring door het College van de projecte n van de aanhangsels bij de overeenkomsten van de Mission Locale, de vzw Patrimoine à roulettes, Zumba, Le Vide Technique, RenovaS en Feza;
 - 2° de subsidiëring voor 100% van deze operaties do or het Gewest.

SP 45.- Navez-Portaels - Opération 4 B 4 - Aménagement de la rue Portaels par la mise en place de mobilier urbain - Opération 4 C 1 - Formalisation esthétique fonctionnelle d'un lieu multimodal de rencontre place Verboeckhoven ==- Navez-Portaels- Operatie 4 B 4 - Inrichting van de Poertaelsstraat door het plaatsen van stadsmeubilair - Operatie 4 C 1 - Esthetische functionele formalisering van een multimodaal ontmoetingspunt Verboeckhovenplein

Mme Vriamont intervient
Mme la Bourgmestre ff répond

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 236 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 sur les marchés publics ;

Vu l'Ordonnance du 7 octobre 1993, organique de la revitalisation des quartiers;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 février 1994 portant exécution de cette Ordonnance;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 20 septembre 2001 modifiant l'arrêté précité ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif approuvant le programme du contrat de quartier Navez-Portaels et notifié le 23 décembre 2008 ;

Considérant que l'aménagement de la rue Portaels par la mise en place de mobilier urbain constitue l'opération 4B.4 de ce programme ;

Considérant que la création d'un lieu multimodal de rencontre place Verboeckhoven constitue l'opération 4C.1 de ce programme

Considérant que ces travaux doivent être précédés d'une étude à confier à un bureau extérieur;

Considérant que le coût de cette étude est évalué à 36.221,00-€ TVAC ;

Considérant que l'ensemble de l'opération est subsidiée par la Région à concurrence de 90% et que le solde sera financé par emprunt ;

Considérant que la réponse architecturale au programme établi constitue un élément essentiel du marché et qu'elle ne pouvait être suffisamment définie pour permettre le recours à l'adjudication ou à l'appel d'offre ;

Vu la décision du Collège du 6 juillet 2010 de passer le marché d'étude par procédure négociée sans publicité conformément à l'article 17§2 1° de la loi du 24 décembre 1993 sur les marchés publics et de demander offre aux 3 bureaux : BUUR, MS-A et Landinzicht ;

Vu la décision du Collège du 16 novembre 2010 de désigner le bureau MS-A comme auteur de projet ;

Vu l'approbation par la Ministre E. Huytebroeck des modifications du programme du contrat de quartier Navez-Portaels, notifiée aux Bourgmestre et Échevins le 22 décembre 2010 ;

Vu que ces modifications prévoient un défraiement total de 3.291,20-€ à partager par part légales entre les candidats non-retenus ;

Sur décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 25 janvier 2011 ;

EST INFORME : par appel nominal, à l'unanimité

1° de la décision d'indemniser les bureaux non retenus, à savoir BUUR et Landinzicht, à concurrence de 1.645,60-€ TVAC pour chacun d'entre eux ;

2° de l'imputation des frais d'indemnisation soit 3.291,20-€ TVAC à l'article 922/733-CQ-60/06 du budget extraordinaire 2010 ;

3° de la subvention de ces frais à concurrence de 90% dans le cadre du contrat de quartier Navez-Portaels ;

4° du financement de la part communale, soit le solde, par un emprunt au taux en vigueur au moment de sa conclusion

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 17 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 236 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 inzake de openbare aanbestedingen;

Gelet op de organieke ordonnantie van 7 oktober 1993, voor de herwaardering van de wijken;

Gelet op het besluit van de Executieve van 3 februari 1994 inzake de uitvoering van deze ordonnantie;

Gelet op het besluit van de Executieve van 20 september 2001 die voormelde wijzigt;

Gelet op het besluit van de Executieve die het programma van het wijkcontract Navez-Portaels goedkeurt en de bekendmaking van 23 december 2008;

Overwegende dat de inrichting van de Portaelsstraat door het plaatsen van stadsmeubilair de operatie 4B.4 van dit programma vormt;

Overwegende dat de creatie van een multimodale ontmoetingsplaats op het Verboekhovenplein de operatie 4C.1 van dit programma vormt

Overwegende dat deze werken moeten worden voorafgegaan door een studie die moet worden toevertrouwd aan een extern bureau;

Overwegende dat de kost voor deze studie wordt geraamd op 36.221,00-€ BTWI;

Overwegende dat het geheel van de operatie voor 90% gesubsidieerd wordt door het Gewest en dat het saldo zal worden gefinancierd door een lening;

Overwegende dat het architecturale antwoord op het opgestelde programma een essentieel element vormt van de opdracht en dat deze niet voldoende kon bepaald worden om over te gaan tot een aanbesteding of een offerteaanvraag;

Gelet op de beslissing van het College van 6 juli 2010 om over te gaan tot een studieopdracht via onderhandelde procedure zonder bekendmaking in overeenstemming met artikel 17§2 1° van de wet van 24 december 1993 op de openbare opdrachten en offerte te vragen aan 3 bureaus: BUUR, MS-A en Landinzicht;

Gelet op de beslissing van het College van 16 november 2010 om het bureau MS-A aan te duiden als auteur van het project;

Gelet op de goedkeuring door Minister E. Huytebroeck van de wijzigingen van het programma van het wijkcontract Navez-Portaels, die op 22 december 2010 werd medegedeeld aan de Burgemeester en Schepenen;

Gezien deze wijzigingen een totale terugbetaling van 3.291,20-€ voorzien te verdelen in wettelijke delen onder de niet-weerhouden kandidaten;

Op beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 25 januari 2011;

WORDT GEÏNFORMEERD INZAKE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

- 1° de beslissing om de niet-weerhouden bureaus, namelijk BUUR en Landinzicht, te vergoeden voor een bedrag van 1.645,60-€ BTWI voor elk;
- 2° de vergoedingskosten hetzij 3.291,20-€ BTWI te boeken op artikel 922/733-CQ-60/06 van de buitengewone begroting van 2010;
- 3° de subsidiëring van deze kosten voor 90% in het kader van het wijkcontract Navez-Portaels;
- 4° de financiering van het gemeentelijk deel, hetzij het saldo, via een lening aan de rentevoet die van kracht is op het ogenblik van de ondertekening.

* * * * *

Après le point 45 vote nominal auquel participent les conseillers communaux suivants == Na het punt 45 hoofdelijke stemming waaraan de volgende gemeenteraadsleden deelnemen : Mmes-mevr. Hemamou, Onkelinx, Durant, MM.-hh. Kökten, Köksal, Dönmez, Mme-mevr. Aliç, MM.-hh. Bouhjar, Nimal, Mmes-mevr. Chan, Güles, MM.-hh. de Beaufort, Ayad, van de Werve de Schilde, Mme-mevr. Guisse, MM.-hh. Reghif, El Arnouki, Mmes-mevr. Vriamont, Lejeune de Schiervel, MM.- hh. Kaddour, Vanhalewyn, Charels, Guillaume, Noël, Clerfayt, Verzin, Van Gorp, De Herde, Grimberghs, Mmes-mevr. Bouarfa, Nyssens, MM.-hh. Denys, Özkara, Köse, Lahlali, Ramdani, Öztürk, Mmes-mevr. Essaidi, Smeysters, M.-h. Courtheoux, et/en Mme-mevr. Jodogne

RESULTAT DU VOTE -UITSLAG VAN DE STEMMING

VOTE LE PREMIER : MME CHAN
STEMT ALS EERSTE : MEVR. CHAN

OUI - JA : O
NON - NEEN : N

ABSTENTION - ONTHOUDING : -

Points de l'O.J. Punten agenda	10-31; 36-39; 42-45	2-5
MM.-HH. CHARELS	O	O
GUILLAUME	O	O
NOEL	O	O
CLERFAYT	O	O
VERZIN	O	O
VAN GORP	O	N
DE HERDE	O	O
GRIMBERGHS	O	N
MMES-MEVR. BOUARFA	O	N
NYSENS	O	N
MM.-HH. DENYS	O	O
EL KHATTABI		
OZKARA	O	N
KÖSE	O	O
LAHLALI	O	N
RAMDANI	O	N
ÖZTURK	O	O
MMES-MEVR. ESSAIDI	O	O
SMEYSTERS	O	O
M.-H. COURTHEOUX	O	N
MMES-MEVR. HEMAMOU	O	O
ONKELINX	O	N
DURANT	O	O
MM.-HH. KÖKTEN	O	N
KÖKSAL	O	O
DÖNMEZ	O	N
MME-MEVR. ALIC	O	N
M.-H. BOUHJAR	O	N
MME-MEVR. OZDEMIR		
M.-H. NIMAL	O	O
MMES-MEVR. CHAN	O	O
GÜLES	O	O
MM.-HH. DE BEAUFFORT	O	O
AYAD	O	N
VAN DE WERVE DE SCHILDE	O	O
MMES-MEVR. NALBANT		
GUISSE	O	O
MM.-HH. REGHIF	O	OO
ECHOUEL		
EL ARNOUKI	O	N
MMES-MEVR. VRIAMONT	O	N
LEJEUNE DE SCHIERVEL	O	O
MM.-HH. KADDOUR	O	O
VANHALEWYN	O	O
MME-MEVR HELD		
VANHAUWAERT		
MME-MEVR. JODOGNE	O	O
OUI-JA	41	25
NON-NEEN	0	16
ABSTENTIONS- ONTHOUDINGEN	0	0

RESULTAT DU VOTE -UITSLAG VAN DE STEMMING

VOTE LE PREMIER : MME CHAN
STEMT ALS EERSTE : MEVR. CHAN

OUI - JA : O
NON - NEEN : N

ABSTENTION - ONTHOUDING : -

Points de l'O.J. Punten agenda	7	8-9	32-35; 40-41
MM.-HH. CHARELS	O	-	O
GUILLAUME	O	O	O
NOEL	O	O	O
CLERFAYT	O	O	O
VERZIN	O	O	O
VAN GORP	N	O	-
DE HERDE	O	O	O
GRIMBERGHS	-	O	O
MMES-MEVR. BOUARFA	N	O	-
NYSENS	-	O	O
MM.-HH. DENYS	O	O	O
EL KHATTABI			
OZKARA	N	O	-
KÖSE	O	O	O
LAHLALI	N	O	-
RAMDANI	N	O	-
ÖZTURK	O	O	O
MMES-MEVR. ESSAIDI	O	O	O
SMEYSTERS	O	O	O
M.-H. COURTHEOUX	N	O	-
MMES-MEVR. HEMAMOU	O	O	O
ONKELINX	N	O	-
DURANT	O	O	O
MM.-HH. KÖKTEN	N	O	-
KÖKSAL	O	O	O
DÖNMEZ	N	O	-
MME-MEVR. ALIC	N	O	-
M.-H. BOUHJAR	N	O	-
MME-MEVR. OZDEMIR			
M.-H. NIMAL	O	O	O
MMES-MEVR. CHAN	O	O	O
GÜLES	O	O	O
MM.-HH. DE BEAUFFORT	O	O	O
AYAD	N	O	-
VAN DE WERVE DE SCHILDE	O	O	O
MMES-MEVR. NALBANT			
GUISSE	O	O	O
MM.-HH. REGHIF	O	O	O
ECHOUEL			
EL ARNOUKI	-	O	O
MMES-MEVR. VRIAMONT	N	O	-
LEJEUNE DE SCHIERVEL	O	O	O
MM.-HH. KADDOUR	O	O	O
VANHALEWYN	O	O	O
MME-MEVR HELD			
VANHAUWAERT			
MME-MEVR. JODOGNE	O	O	O
OUI-JA	25	40	28
NON-NEEN	13	0	0
ABSTENTIONS- ONTHOUDINGEN	3	1	13

ORDRE DU JOUR (REPRISE) == AGENDA (VERVOLG)

POINTS INSCRITS À LA DEMANDE DE CONSEILLERS COMMUNAUX == PUNTEN
INGESCHREVEN OP VERZOEK VAN GEMEENTERAADSLEDEN

SP 46.- Le carrefour Cerisiers-Knapen-Smekens (Demande de Madame Clotilde NYSSENS) == Het kruispunt Kersen-Knapen-Smekens (*Verzoek van Mevrouw Clotilde NYSSENS*)

**Mme Nyssens expose son point
Mme la Bourgmestre ff répond
M. van de Werve de Schilde intervient**

QUESTIONS ORALES == MONDELINGE VRAGEN

SP 47.- Le tri sélectif des déchets et manquements de Bruxelles Propreté (Question de Monsieur Larbi KADDOUR) == Het selectief sorteren van het huisvuil en de tekorten van Net Brussel (*Vraag van de heer Larbi KADDOUR*)

**M. Kaddour pose sa question
M. De Herde répond**

**SP 48.- Le parc Josaphat (Question de Monsieur Yvan de BEAUFFORT) -
== Het Josafatpark (*Vraag van de heer Yvan de BEAUFFORT*)**

**M. de Beaufort pose sa question
M. De Herde répond**

La séance publique est levée à 21 heures 35 minutes == De openbare vergadering wordt beëindigd om 21.35 uur.